**Parlement européen**
2024-2029

*Commission de l'agriculture et du développement rural*

**2025/0241(COD)**

13.7.2026

# AMENDEMENTS
# 2699 - 3048

**Projet de rapport**
**Norbert Lins**
(PE787.635v01-00)

Établissement des conditions relatives à la mise en œuvre du soutien de l'Union en faveur de la politique agricole commune pour la période allant de 2028 à 2034

Proposition de règlement
(COM(2025)0560 – 2025/0241(COD))

**Amendement 2699**
**Jérémy Decerle, Laurence Farreng, Stéphanie Yon-Courtin, Grégory Allione, Pascal Canfin**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 5 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***5 bis. Les demandes présentées par les agriculteurs au titre du présent article et qui relèvent également du champ d'application du régime visé à l'article 17 bis sont prioritaires*** |

Or. en

**Amendement 2700**
**Maria Noichl**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Lorsque le droit de l'Union conduit à imposer de nouvelles exigences aux agriculteurs, une aide peut être accordée pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à ces exigences pendant une période maximale de 36 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation. | Lorsque le droit de l'Union conduit à imposer de nouvelles exigences aux agriculteurs, une aide peut être accordée pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à ces exigences pendant une période maximale de 36 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation. ***Une aide peut également être octroyée pour des investissements permettant aux bénéficiaires de se conformer de manière anticipée aux exigences actuelles ou futures du droit de l'Union dans les domaines du bien-être animal, de la santé animale, de la biosécurité et de la protection de l'environnement, ou d'aller au-delà de ces exigences.*** |

Or. de

**Amendement 2701**
**Anja Hazekamp, Sebastian Everding, Luke Ming Flanagan, Arash Saeidi**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Lorsque le droit de l'Union conduit à imposer de nouvelles exigences aux agriculteurs, une aide peut être accordée pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à ces exigences pendant une période maximale de 36 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation. | Lorsque le droit de l'Union conduit à imposer de nouvelles exigences aux agriculteurs, une aide peut être accordée pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à ces exigences pendant une période maximale de 36 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation. ***Une aide peut également être accordée pour les investissements qui permettent aux bénéficiaires d'anticiper et de dépasser les exigences actuelles ou futures de l'Union en matière de bien-être animal, de santé animale, de biosécurité et de protection de l'environnement.*** |

Or. en

**Amendement 2702**
**Alexander Bernhuber**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Lorsque le droit de l'Union conduit à imposer de nouvelles exigences aux agriculteurs, une aide peut être accordée pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à ces exigences ***pendant une période maximale de 36 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation***. | Lorsque le droit de l'Union conduit à imposer de nouvelles exigences aux agriculteurs, une aide peut être accordée pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à ces exigences. ***Le projet d'investissement réalisé par les agriculteurs est conforme aux exigences du droit de l'Union en vigueur au moment de l'approbation de la demande d'aide à l'investissement par l'autorité chargée de l'octroi. Les agriculteurs se conforment à*** |

***ces nouvelles exigences après la mise en œuvre du projet d'investissement.***

Or. en

**Amendement 2703**
**Christine Singer, Asger Christensen, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Lorsque le droit de l'Union conduit à imposer de nouvelles exigences aux agriculteurs, une aide peut être accordée pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à ces exigences ***pendant une période maximale de 36 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation***. | Lorsque le droit de l'Union conduit à imposer de nouvelles exigences aux agriculteurs, une aide peut être accordée pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à ces exigences. ***Le projet d'investissement réalisé par les agriculteurs est conforme aux exigences du droit de l'Union en vigueur au moment de l'approbation de la demande d'aide à l'investissement par l'autorité chargée de l'octroi. Les agriculteurs se conforment à ces nouvelles exigences après la mise en œuvre du projet d'investissement.*** |

Or. en

*Justification*

*The proposed text restricts support for investments, made to comply with union law, to a period of 36 months (after imposition of new requirements, or after young farmers setting up as a farmer). This would have significant implications for implementation, resulting in a substantially increased administrative and control burden for all projects, as it would need to be verified for each case whether the holding already complied with Union law prior to the investment (e.g. manure storage capacity). This would make the requirements more bureaucratic and complex. A preferable approach would be a regulation that the supported investment must comply with Union law after its implementation, as the necessary documentation regarding the investment itself is already available to the paying agencies.*

**Amendement 2704**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**

**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***Lorsque le*** droit de l'Union ***conduit à imposer de*** nouvelles exigences ***aux agriculteurs, une aide peut être accordée pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à ces exigences pendant une période maximale de 36 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation***. | ***Le projet d'investissement réalisé par les agriculteurs est conforme aux exigences du*** droit de l'Union ***en vigueur au moment de l'approbation de la demande d'aide à l'investissement par l'autorité chargée de l'octroi. Les agriculteurs se conforment aux*** nouvelles exigences ***après la mise en œuvre du projet d'investissement***. |

Or. en

**Amendement 2705**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***Lorsque le*** droit de l'Union ***conduit à imposer de*** nouvelles exigences ***aux agriculteurs, une aide peut être accordée pour les investissements qu'ils réalisent en vue de se conformer à ces exigences pendant une période maximale de 36 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation***. | ***Le projet d'investissement réalisé par les agriculteurs devrait être conforme aux exigences du*** droit de l'Union ***en vigueur au moment où l'autorité chargée de l'octroi de l'aide approuve la demande d'aide à l'investissement. Les agriculteurs devraient se conformer aux*** nouvelles exigences ***après la mise en œuvre du projet d'investissement***. |

Or. es

**Amendement 2706**
**Daniel Buda, Dan-Ştefan Motreanu**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***Les États membres ne peuvent octroyer*** | ***supprimé*** |

***des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences.***

Or. ro

**Amendement 2707**
**Carlo Fidanza, Waldemar Buda**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Les jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois en tant que propriétaires d'une exploitation agricole peuvent bénéficier de l'aide à l'investissement visant à se conformer aux exigences du droit de l'Union pendant une durée maximale de 36 mois à compter de la date de l'installation ou jusqu'à la réalisation des mesures énoncées dans le plan d'entreprise visé à l'article 75, paragraphe 3.*** |

Or. en

*Justification*

*Cet amendement vise à consolider et à renforcer les garanties et le soutien financier accordés aux jeunes agriculteurs pendant la phase cruciale de leur installation en tant que propriétaires d'exploitation agricole.*

**Amendement 2708**
**Christine Singer, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Pour les jeunes agriculteurs qui s'installent | Pour les jeunes agriculteurs qui s'installent |

| | |
|---|---|
| pour la première fois dans une exploitation agricole en tant que chef d'exploitation, l'aide aux investissements visant à se conformer aux exigences du droit de l'Union peut être accordée ***pour une durée maximale de 36 mois à compter de la date de l'installation ou jusqu'à l'achèvement des actions définies dans le plan d'entreprise visé à l'article 14, paragraphe 3***. Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences. | pour la première fois dans une exploitation agricole en tant que chef d'exploitation, l'aide aux investissements visant à se conformer aux exigences du droit de l'Union peut être accordée. ***Le projet d'investissement réalisé par les jeunes agriculteurs est conforme aux exigences du droit de l'Union en vigueur au moment de l'approbation de la demande d'aide à l'investissement par l'autorité chargée de l'octroi. Les jeunes agriculteurs se conforment à ces exigences du droit de l'Union après la mise en œuvre du projet d'investissement.*** Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences. |

Or. en

*Justification*

*The proposed text restricts support for investments, made to comply with union law, to a period of 36 months (after imposition of new requirements, or after young farmers setting up as a farmer). This would have significant implications for implementation, resulting in a substantially increased administrative and control burden for all projects, as it would need to be verified for each case whether the holding already complied with Union law prior to the investment (e.g. manure storage capacity). This would make the requirements more bureaucratic and complex. A preferable approach would be a regulation that the supported investment must comply with Union law after its implementation, as the necessary documentation regarding the investment itself is already available to the paying agencies.*

**Amendement 2709**
**Alexander Bernhuber**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Pour les jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole en tant que chef d'exploitation, l'aide aux investissements visant à se conformer aux exigences du droit de | Pour les jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole en tant que chef d'exploitation, l'aide aux investissements visant à se conformer aux exigences du droit de |

| | |
|---|---|
| l'Union peut être accordée ***pour une durée maximale de 36 mois à compter de la date de l'installation ou jusqu'à l'achèvement des actions définies dans le plan d'entreprise visé à l'article 14, paragraphe 3***. Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences. | l'Union peut être accordée. ***Le projet d'investissement réalisé par les jeunes agriculteurs est conforme aux exigences du droit de l'Union en vigueur au moment de l'approbation de la demande d'aide à l'investissement par l'autorité chargée de l'octroi. Les jeunes agriculteurs se conforment à ces exigences du droit de l'Union après la mise en œuvre du projet d'investissement.*** Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences. |

Or. en

*Justification*

*The proposed Text from the EC restricts support for investments, made to comply with union law, to a period of 36 months (after imposition of new requirements, or after young farmers setting up as a farmer). This would have significant implications for implementation, resulting in a substantially increased administrative and control burden for all projects, as it would need to be verified for each case whether the holding already complied with Union law prior to the investment (e.g. manure storage capacity). This would make the requirements more bureaucratic and complex. A preferable approach would be a regulation that the supported investment must comply with Union law after its implementation, as the necessary documentation regarding the investment itself is already available to the paying agencies.*

**Amendement 2710**
**Daniel Buda, Dan-Ştefan Motreanu**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Pour les jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole en tant que chef d'exploitation, l'aide aux investissements visant à se conformer aux exigences du droit de l'Union peut être accordée pour une durée maximale de 36 mois à compter de la date de l'installation ou jusqu'à l'achèvement des actions définies dans le plan | Pour les jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole en tant que chef d'exploitation, l'aide aux investissements visant à se conformer aux exigences du droit de l'Union peut être accordée pour une durée maximale de 36 mois à compter de la date de l'installation ou jusqu'à l'achèvement des actions définies dans le plan |

| | |
|---|---|
| d'entreprise visé à l'article 14, paragraphe 3. ***Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences.*** | d'entreprise visé à l'article 14, paragraphe 3***, uniquement pour les dépenses engagées afin de satisfaire aux nouvelles exigences du droit de l'Union qui sont éligibles au soutien***. |

Or. ro

**Amendement 2711**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***Pour*** les jeunes agriculteurs ***qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole en tant que chef d'exploitation, l'aide aux investissements visant à se conformer*** aux exigences du droit de l'Union ***peut être accordée pour une durée maximale de 36 mois à compter de la date de l'installation ou jusqu'à l'achèvement des actions définies dans le plan d'entreprise visé à l'article 14, paragraphe 3***. Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences. | ***Le projet d'investissement réalisé par*** les jeunes agriculteurs ***devrait être conforme*** aux exigences du droit de l'Union ***en vigueur au moment où l'autorité chargée de l'octroi de l'aide approuve la demande d'aide à l'investissement. Les jeunes agriculteurs devraient se conformer à ces exigences du droit de l'Union après la mise en œuvre du projet d'investissement***. Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences. |

Or. es

**Amendement 2712**
**Arash Saeidi, Luke Ming Flanagan, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

| | |
|---|---|
| Pour les jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole en tant que chef d'exploitation, l'aide aux investissements visant à se conformer aux exigences du droit de l'Union peut être accordée pour une durée maximale de 36 mois à compter de la date de l'installation ou jusqu'à l'achèvement des actions définies dans le plan d'entreprise visé à l'article 14, paragraphe 3. Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences. | Pour les jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole en tant que chef d'exploitation, l'aide aux investissements visant à se conformer aux exigences du droit de l'Union peut être accordée pour une durée maximale de 36 mois à compter de la date de l'installation ou jusqu'à l'achèvement des actions définies dans le plan d'entreprise visé à l'article 14, paragraphe 3. Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences. |

Or. fr

**Amendement 2713**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***Pour*** les jeunes agriculteurs ***qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole en tant que chef d'exploitation, l'aide aux investissements visant à se conformer*** aux exigences du droit de l'Union ***peut être accordée pour une durée maximale de 36 mois à compter de la date de l'installation ou jusqu'à l'achèvement des actions définies dans le plan d'entreprise visé à l'article 14, paragraphe 3***. Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences. | ***Le projet d'investissement réalisé par*** les jeunes agriculteurs ***est conforme*** aux exigences du droit de l'Union ***en vigueur au moment de l'approbation de la demande d'aide à l'investissement par l'autorité chargée de l'octroi***. ***Les jeunes agriculteurs se conforment à ces exigences du droit de l'Union après la mise en œuvre du projet d'investissement.*** Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences. |

Or. en

**Amendement 2714**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Pour les jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole en tant que chef d'exploitation, l'aide aux investissements visant à se conformer aux exigences du droit de l'Union peut être accordée pour une durée maximale de ***36*** mois à compter de la date de l'installation ou jusqu'à l'achèvement des actions définies dans le plan d'entreprise visé à l'article 14, paragraphe 3. Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences. | Pour les jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole en tant que chef d'exploitation, l'aide aux investissements visant à se conformer aux exigences du droit de l'Union peut être accordée pour une durée maximale de ***60*** mois à compter de la date de l'installation ou jusqu'à l'achèvement des actions définies dans le plan d'entreprise visé à l'article 14, paragraphe 3. Les États membres ne peuvent octroyer des paiements au titre du présent paragraphe que pour indemniser les bénéficiaires pour tout ou partie des coûts supplémentaires liés au respect de ces exigences. |

Or. en

*Justification*

*Afin de s'assurer que les jeunes agriculteurs disposent de davantage de temps et de souplesse pour accéder au financement et s'adapter à la nouvelle législation de l'Union dans un contexte de plus en plus difficile, il convient de faire passer le délai de grâce prévu à l'article susmentionné de 36 à 60 mois.*

**Amendement 2715**
**Emmanouil Kefalogiannis**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 3 – tiret 1 (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***– Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point (i), du présent règlement [investissements en faveur des agriculteurs] s'élève à 75 % du total des*** |

***coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point (i), en faveur des jeunes agriculteurs s'élève à 85 % des dépenses publiques éligibles.***

Or. en

**Amendement 2716**
**Emmanouil Kefalogiannis**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 3 – tiret 3 (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***– Au moins 10 % du montant total consacré aux interventions au titre de la PAC fixé à l'article 10, paragraphe 2, point (a) ii), sont prévus pour les interventions ciblant les jeunes agriculteurs.*** |

Or. en

**Amendement 2717**
**Emmanouil Kefalogiannis**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 3 – tiret 5 (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***– Article 13 ter, paragraphe 2*** |
| | ***Les États membres producteurs de coton soutiennent les investissements visant à promouvoir une culture durable du coton au moyen de l'agriculture de précision, de systèmes d'irrigation économes en eau, de la protection intégrée des cultures, de variétés de semences améliorées et de méthodes de production à faibles émissions de carbone, tout en préservant la compétitivité du secteur cotonnier de*** |

***l'Union et en maintenant les chaînes de valeur textiles stratégiques au sein de l'Union.***

***La Commission veille à ce que les futures révisions de la PAC maintiennent un soutien spécifique au coton, compte tenu de son importance économique, environnementale et stratégique pour les régions où la culture du coton constitue une source majeure d'emploi et de revenus ruraux.***

Or. en

**Amendement 2718**
**Maria Noichl**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 - alinéa 3 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i) [investissements en faveur des agriculteurs], s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des jeunes agriculteurs s'élève à 85 % des dépenses publiques éligibles. Par dérogation, les investissements non productifs contribuant à des objectifs environnementaux, climatiques, en matière de bien-être animal ou de biodiversité peuvent bénéficier d'une aide allant jusqu'à 100 % du total des coûts éligibles.*** |

Or. en

*Justification*

*Article 35, paragraphe 4, alinéa 2 + «Par dérogation, les investissements non productifs contribuant à des objectifs environnementaux, climatiques, en matière de bien-être animal ou*

*de biodiversité peuvent bénéficier d'une aide allant jusqu'à 100 % du total des coûts éligibles.»*

**Amendement 2719**
**Anja Hazekamp, Sebastian Everding, Luke Ming Flanagan, Arash Saeidi**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 - alinéa 3 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Lorsque les investissements concernent des locaux d'élevage ou des systèmes de production animale, les États membres définissent, dans leurs plans PNR, des critères et des indicateurs de bien-être animal, notamment, le cas échéant, l'espace disponible, l'accès à des espaces extérieurs, l'enrichissement environnemental, les indicateurs de bien-être des animaux, les taux de mortalité, la prévalence des blessures et l'utilisation d'antimicrobiens.*** |

Or. en

**Amendement 2720**
**Maria Noichl**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 – alinéa 3 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Dans leurs rapports annuels de mise en œuvre, les États membres rendent compte du montant des aides octroyées au titre du présent article pour les investissements dans les installations et les systèmes d'élevage, ainsi que de la contribution attendue de ces investissements à l'amélioration de la santé et du bien-être des animaux.*** |

Or. de

**Amendement 2721**
**Ivan David**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. Sous réserve du respect de l'article 20, paragraphe 4 [contribution nationale aux coûts estimés], la contribution nationale minimale aux interventions visées au paragraphe 1, points d) à k), n'est pas inférieure à 30 % des coûts totaux estimés de chaque intervention.*** |
| | ***Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), du présent règlement s'élève, en règle générale, à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention.*** |
| | ***Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 2, point f), en faveur des jeunes agriculteurs s'élève à 85 % des dépenses publiques éligibles. Par dérogation, le taux d'aide maximal peut être porté à 100 % pour certains investissements, y compris les investissements non productifs.*** |

Or. en

*Justification*

*former NRP Art. 35(4) subpar (2)*

*The fixed thresholds (EUR 130–240 per hectare) do not account for the diverse economic realities, production costs, and structural differences among Member States. Such rigid limits may constrain flexibility in allocating funds and could inadvertently exhaust financial resources, leaving insufficient support for other important interventions outlined in the plan.*

*Removing these limits would allow for a more adaptable and responsive approach, ensuring that financial assistance can be prioritized efficiently across a range of agricultural measures while avoiding unintended bottlenecks in funding.*

*Currently, some CAP interventions can have a maximum support rate above 75%/85% or even 100% compared to what is being proposed. We would like to keep the possibility for some interventions (for example investments, including non-productive) to benefit from a higher/maximum support rate.*

**Amendement 2722**
**Arash Saeidi, Luke Ming Flanagan, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. Pour les investissements liés à la diversification vers les protéines végétales, les États membres garantissent que les programmes opérationnels intègrent:*** |
| | ***(a) Une préférence de financement pour les projets portés par des coopératives ou des organisations de producteurs détenues et contrôlées par les agriculteurs.*** |
| | ***(b) Un fléchage budgétaire spécifique au sein des budgets d'investissement pour la création, l'extension ou la modernisation d'infrastructures régionales de transformation, incluant le nettoyage, le séchage, le tri, le stockage, la meunerie et le traitement thermique. Cette aide est plafonnée et est strictement réservée aux équipements dont la propriété est exercée collectivement par les agriculteurs eux-mêmes.*** |

Or. fr

*Justification*

*Le manque d'infrastructures de transformation à l'échelle régionale constitue un verrou structurel majeur freinant la transition agroécologique. L'intégration d'un tel fléchage dans la PAC est nécessaire pour garantir que les investissements soutenus ne soient pas captés par des modèles industriels susceptibles d'aller à l'encontre de la souveraineté alimentaire des producteurs.*

**Amendement 2723**

**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Camilla Laureti**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), du présent règlement [investissements en faveur des agriculteurs] s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des jeunes agriculteurs, des petits agriculteurs et des agriculteurs se situant dans des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques s'élève à 85 % du total des coûts éligibles.*** |
| | ***Par dérogation au premier paragraphe, les États membres peuvent décider de porter le taux d'aide maximal à 100 % pour les interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), du présent règlement, en vue du rétablissement de la capacité de production à la suite d'événements exceptionnels.*** |

Or. en

*Justification*

*Ancien article 35, paragraphe 4, deuxième alinéa, du règlement PNR avec modifications ciblées: prise en compte des petits agriculteurs et des agriculteurs se situant dans des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques. Le relèvement du taux d'aide maximal à 85 % des dépenses publiques éligibles pour les investissements en faveur des jeunes agriculteurs vise à offrir une incitation significative aux nouveaux entrants. La dérogation permettant aux États membres de porter le taux d'aide à 100 % pour le rétablissement de la capacité de production à la suite d'événements exceptionnels garantit par ailleurs un soutien adéquat aux agriculteurs en situation de crise.*

**Amendement 2724**
**Anja Hazekamp, Sebastian Everding, Luke Ming Flanagan**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. 6 bis (nouveau). ancien article 35, paragraphe 4, deuxième alinéa, du règlement PNR*** |
| | ***Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), du présent règlement [investissements en faveur des agriculteurs] s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des jeunes agriculteurs s'élève à 85 % des dépenses publiques éligibles. Par dérogation, les investissements non productifs contribuant à des objectifs environnementaux, climatiques, en matière de bien-être animal ou de biodiversité peuvent bénéficier d'une aide allant jusqu'à 100 % du total des coûts éligibles.*** |

Or. en

*Justification*

*Ancien article 35, paragraphe 4, deuxième alinéa, du règlement PNR, approuvé pour transfert. Modifications par rapport au texte transféré: paragraphe 6 bis (nouveau) - ajout du passage «Par dérogation, les investissements non productifs contribuant à des objectifs environnementaux, climatiques, en matière de bien-être animal ou de biodiversité peuvent bénéficier d'une aide allant jusqu'à 100 % du total des coûts éligibles.»*

**Amendement 2725**
**Carlo Fidanza, Waldemar Buda**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. 6 bis (nouveau). Le taux d'aide*** |

***maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), du présent règlement [investissements en faveur des agriculteurs] s'élève, en règle générale, à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des jeunes agriculteurs s'élève à 85 % des dépenses publiques éligibles. Par dérogation, le taux d'aide maximal peut être porté à 100 % pour certains investissements, y compris les investissements non productifs.***

Or. en

*Justification*

*former NRP Art. 35(4) subpar (2) Under the current programming period, some CAP interventions may benefit from a maximum support rate higher than 75%, 85%, or even 100% compared to what was proposed. We hope that the possibility of benefiting from a support rate higher than 75% will be maintained for certain interventions (e.g., investments, including non-productive ones). ADDITION: as a general rule + By way of derogation, the maximum support rate may be increased up to 100% for certain investments, including the non-productive ones.Not productive investments has always been granted at 100%, as they have mainly a agri-environmental scope, for example the building of buffer strips or forest viability and fires prevention*

**Amendement 2726**
**Michal Wiezik**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i) [investissements en faveur des agriculteurs], s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des jeunes agriculteurs s'élève à 85 % des*** |

***dépenses publiques éligibles. Par dérogation, les investissements non productifs contribuant à des objectifs environnementaux, climatiques ou de biodiversité peuvent bénéficier d'un soutien allant jusqu'à 100 % du total des coûts éligibles.***

Or. en

*Justification*

*Les agriculteurs qui réalisent de leur plein gré des investissements non productifs présentant des avantages pour l'environnement et le climat ne devraient pas être pénalisés financièrement. Le maintien de la possibilité d'obtenir une aide pouvant aller jusqu'à 100 % préserve l'approche actuelle de la PAC et reconnaît la contribution des agriculteurs à la campagne et au paysage.*

**Amendement 2727**
**Jérémy Decerle, Laurence Farreng, Stéphanie Yon-Courtin, Grégory Allione, Pascal Canfin**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. 6 bis (nouveau). Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), du présent règlement [investissements en faveur des agriculteurs] s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des jeunes agriculteurs s'élève à 85 % des dépenses publiques éligibles si l'investissement fait partie du plan d'entreprise, prévu à l'article 14, du jeune agriculteur.*** |

Or. en

*Justification*

*Le texte ajouté dans la dernière phrase vise à s'assurer que l'investissement bénéficiant d'un taux d'aide plus élevé fait effectivement partie du plan d'entreprise du jeune agriculteur.*

**Amendement 2728**
**Cristina Maestre, Elena Sancho Murillo**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), du présent règlement [investissements en faveur des agriculteurs] s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des jeunes agriculteurs s'élève à 85 % des dépenses publiques éligibles, et à 100 %des dépenses publiques éligibles dans le cas des investissements dans le secteur de l'apiculture.*** |

Or. en

*Justification*

*ancien article 35, paragraphe 4, deuxième alinéa du règlement PNR - nouveau texte dans la dernière phrase: «et à 100 %... secteur de l'apiculture»*

**Amendement 2729**
**Eric Sargiacomo, Claire Fita**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. (nouveau) Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), du*** |

***présent règlement [investissements en faveur des agriculteurs] s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des jeunes agriculteurs et des petits agriculteurs s'élève à 85 % du total des coûts éligibles (et non des dépenses publiques éligibles).***

Or. en

*Justification*

*ancien article 35, paragraphe 4, deuxième alinéa du règlement PNR - ajout des petits agriculteurs. La notion de «petits agriculteurs» n'est plus prise en compte dans le cadre du taux préférentiel prévu par le règlement relatif à la PAC après 2027, alors qu'elle figurait à l'article 73, paragraphe 4, point b), du règlement (UE) 2021/2115. Cette régression doit être corrigée.*

**Amendement 2730**
**Paulo do Nascimento Cabral, Ana Miguel Pedro, Sérgio Humberto, Paulo Cunha, Sebastião Bugalho**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. Lorsque l'aide publique accordée au titre du présent article pour une opération d'investissement ne dépasse pas 100 000 EUR et n'est pas soumise aux règles relatives aux marchés publics, cette aide doit prendre la forme de barèmes standard de coûts unitaires, de montants forfaitaires ou de taux forfaitaires, à moins que cela soit inapproprié compte tenu de la nature de l'intervention et pour autant que l'État membre le justifie dûment.*** |

Or. pt

**Amendement 2731**
**Luke Ming Flanagan, Konstantinos Arvanitis, Sebastian Everding**
au nom du groupe The Left

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées à l'article 35, paragraphe 1, point i), du règlement PNR [investissements en faveur des agriculteurs] s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des jeunes agriculteurs s'élève à 85 % des dépenses publiques éligibles.*** |

Or. en

**Amendement 2732**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), du présent règlement [investissements en faveur des agriculteurs] s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des jeunes agriculteurs s'élève à 85 % des dépenses publiques éligibles.*** |

Or. en

**Amendement 2733**
**Konstantinos Arvanitis**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. (7) Les investissements publics apportant des avantages collectifs aux communautés rurales, notamment les investissements dans les infrastructures d'irrigation, les systèmes d'économie d'eau, les routes rurales, l'électrification, la connectivité numérique et les infrastructures résilientes au changement climatique, peuvent continuer à bénéficier des aides de la PAC lorsqu'ils contribuent à la production agricole, à la cohésion territoriale et à l'adaptation au changement climatique.*** |

Or. en

**Amendement 2734**
**Herbert Dorfmann**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 bis. Pour les exploitations agricoles situées dans des zones de montagne, l'intensité de l'aide aux investissements peut être majorée de 50 % au maximum par rapport au taux d'aide standard. Ce soutien accru tient compte des contraintes naturelles permanentes, des coûts de production plus élevés et des économies d'échelle limitées.*** |

Or. en

**Amendement 2735**

**Herbert Dorfmann**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 ter. Les États membres peuvent soutenir les investissements dans les infrastructures de stockage de l'eau, les réservoirs, les systèmes collectifs d'approvisionnement en eau, les réseaux d'irrigation et les infrastructures connexes visant à garantir l'approvisionnement en eau à des fins agricoles, dans le cadre des stratégies d'adaptation au changement climatique et de prévention des risques. Ce soutien peut également porter sur le développement de nouvelles infrastructures d'approvisionnement en eau dans des zones agricoles de plus en plus exposées à la sécheresse, à la pénurie d'eau ou à des précipitations irrégulières en raison du changement climatique. L'aide est octroyée conformément à la directive 2000/60/CE et contribue à la gestion durable de l'eau, à l'utilisation efficace de l'eau et à la prévention des pertes de production dues à des pénuries d'eau liées au climat. Les investissements dans des infrastructures collectives ou hors exploitation de stockage et de distribution de l'eau peuvent bénéficier d'une aide pouvant aller jusqu'à 100 % de l'ensemble des coûts éligibles.*** |

Or. en

**Amendement 2736**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 ter (nouveau)**
ancien article 35,
paragraphe 4, deuxième alinéa, du règlement PNR

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 ter. Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), du présent règlement [investissements en faveur des agriculteurs] s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des jeunes agriculteurs s'élève à 85 % des dépenses publiques éligibles. Par dérogation, les investissements non productifs contribuant à des objectifs environnementaux, climatiques ou de biodiversité peuvent bénéficier d'un soutien allant jusqu'à 100 % du total des coûts éligibles.*** |

Or. en

*(Dernière phrase [dérogation] ajoutée au paragraphe d'origine du PNR)*

*Justification*

*Les investissements non productifs ne génèrent pas de rendements économiques privés, mais sont essentiels à la fourniture de biens publics (p. ex, biodiversité, atténuation du changement climatique, conservation de l'eau, etc.). Le fait d'autoriser un financement à 100 % par l'Union permet de s'assurer que les agriculteurs ne soient pas pénalisés financièrement lorsqu'ils entreprennent des actions qui profitent à tous. Cet amendement rétablit le statu quo, c'est-à-dire un soutien total aux investissements non productifs liés à l'environnement et au climat, garantissant ainsi la continuité et préservant l'ambition environnementale de l'Union.*

**Amendement 2737**
**Paulo do Nascimento Cabral, Sérgio Humberto, Ana Miguel Pedro, Paulo Cunha, Sebastião Bugalho**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 ter. 6 bis (nouveau). Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i),*** |

***du règlement visé [investissements] s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des jeunes agriculteurs s'élève à 85 % des dépenses publiques éligibles. Par dérogation, le taux d'aide maximal peut être porté à 100 % pour certains investissements, y compris non productifs.***

Or. pt

**Amendement 2738**
**Eric Sargiacomo, Claire Fita**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 ter. Pour les investissements réalisés dans des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques visées à l'article 8, ainsi que pour les investissements regroupés et agroécologiques, les États membres prévoient une plus grande intensité d'aide afin de tenir compte des surcoûts structurels et des contraintes spécifiques de ces territoires. Les États membres prévoient également des niveaux d'aide plus élevés pour les investissements réalisés dans des zones présentant des vulnérabilités climatiques spécifiques.*** |

Or. en

*Justification*

*Il est essentiel d'instaurer un taux plus élevé pour les zones confrontées à des contraintes naturelles, afin de préserver la compétitivité des investissements dans les zones défavorisées (coûts supplémentaires liés à la topographie, accessibilité et équipements spécifiques).*

**Amendement 2739**
**Anja Hazekamp, Sebastian Everding, Luke Ming Flanagan, Arash Saeidi**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 ter. Les États membres déclarent, dans leurs rapports annuels de mise en œuvre, le montant des aides octroyées au titre du présent article pour les investissements liés à des locaux d'élevage et à des systèmes de production animale, y compris la contribution attendue de ces investissements à la santé et au bien-être des animaux.*** |

Or. en

**Amendement 2740**
**Michal Wiezik**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – paragraphe 6 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 ter. Les États membres peuvent accorder une aide différenciée aux jeunes agriculteurs bénéficiant d'un soutien au titre du présent article qui s'engagent dans la transition de leur exploitation vers l'agriculture biologique, l'agroécologie ou des systèmes de production plus extensifs.*** |

Or. en

**Amendement 2741**
**Herbert Dorfmann**

**Proposition de règlement**
**Article 13 – alinéa 6 quater (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***6 quater. Le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), du présent règlement [investissements en faveur des agriculteurs] s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention. Toutefois, le taux d'aide maximal applicable aux interventions visées au paragraphe 1, point i), en faveur des agriculteurs utilisant les outils de gestion des risques visés à l'article 12 s'élève à 80 %, et à 85 % pour les jeunes agriculteurs, des dépenses publiques éligibles.*** |

Or. en

**Amendement 2742**
**Ivan David**

**Proposition de règlement**
**Article 13 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 bis*** |
| | ***Aide spécifique au coton*** |
| | ***1. La Bulgarie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal octroient une aide spécifique au coton aux agriculteurs produisant du coton relevant du code NC 5201 00. Ces États membres établissent des exigences spécifiques pour garantir un niveau minimal d'efficacité de la production et de qualité des produits.*** |
| | ***2. Les États membres visés au paragraphe 1 veillent à ce que la production de coton bénéficiant d'une aide n'exerce pas de pression excessive sur les ressources naturelles telles que l'eau et le sol. À cette fin, ou pour d'autres raisons environnementales ou socio-économiques, ces États membres peuvent n'accorder l'aide que pour des*** |

***variétés de coton spécifiques, dans des régions spécifiques ou pour des types d'exploitation spécifiques, ou peuvent établir des exigences en matière de pratiques agronomiques.***

***3. L'aide spécifique au coton est octroyée par hectare de coton admissible au bénéfice de l'aide.***

***4. Les superficies de base nationales suivantes sont établies:***

***a) Bulgarie: 3 342 ha;***

***b) Grèce: 250 000 ha;***

***c) Espagne: 48 000 ha;***

***d) Portugal: 360 ha.***

***5. Les rendements fixes suivants au cours de la période de référence sont établis:***

***a) Bulgarie: 1,2 tonne/ha;***

***b) Grèce: 3,2 tonnes/ha;***

***c) Espagne: 3,5 tonnes/ha;***

***d) Portugal: 2,2 tonnes/ha.***

***6. Le montant de l'aide spécifique à verser par hectare admissible est calculé en multipliant les rendements énoncés au paragraphe 2 par les montants de référence suivants:***

***a) Bulgarie: 636,13 EUR;***

***b) Grèce: 229,37 EUR;***

***c) Espagne: 354,73 EUR;***

***d) Portugal: 223,32 EUR.***

***7. Si la superficie admissible au bénéfice de l'aide spécifique au coton dans un État membre donné au cours d'une année donnée ne dépasse pas la superficie de base fixée au paragraphe 1, le montant par hectare visé au paragraphe 3 peut être augmenté soit d'un coefficient obtenu en divisant la superficie de base nationale par la superficie admissible réelle, soit de 25 %, le montant le plus faible étant retenu.***

***8. Si la superficie admissible dépasse la superficie de base, le montant par hectare est réduit proportionnellement au dépassement de la superficie de base.***

***9. Aux fins du présent article, on entend par «organisation interprofessionnelle agréée» une personne morale fondée par un ensemble composé d'agriculteurs producteurs de coton et d'au moins un égreneur. Ces organisations assurent une action efficace et durable dans le but de concentrer l'offre et d'adapter la production aux exigences du marché.***

***10. L'État membre dans lequel les égreneurs sont établis procède à l'agrément des organisations interprofessionnelles qui respectent les critères énoncés au paragraphe 1.***

***11. Lorsque les agriculteurs sont membres d'une organisation interprofessionnelle agréée, l'aide spécifique au coton pour les hectares qui sont admissibles dans les limites de la superficie nationale de base énoncée au paragraphe 4 est majorée d'un montant de 2 EUR. À cette fin, les États membres peuvent fixer des exigences spécifiques pour les membres de ces organisations interprofessionnelles.***

Or. en

*Justification*

*(ancien article 39 du règlement PNR)*

**Amendement 2743**
**Luke Ming Flanagan, Konstantinos Arvanitis, Sebastian Everding, Arash Saeidi**
au nom du groupe The Left

**Proposition de règlement**
**Article 13 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

***Article 13 bis***

***Aide spécifique au coton***

***1. La Bulgarie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal octroient une aide spécifique au coton aux agriculteurs produisant du coton relevant du code NC 5201 00. Ces États membres établissent des exigences spécifiques pour garantir un niveau minimal d'efficacité de la production et de qualité des produits.***

***2. Les États membres visés au paragraphe 1 veillent à ce que la production de coton bénéficiant d'une aide n'exerce pas de pression excessive sur les ressources naturelles telles que l'eau et le sol. À cette fin, ou pour d'autres raisons environnementales ou socio-économiques, ces États membres peuvent n'accorder l'aide que pour des variétés de coton spécifiques, dans des régions spécifiques ou pour des types d'exploitation spécifiques, ou peuvent établir des exigences en matière de pratiques agronomiques.***

***3. L'aide spécifique au coton est octroyée par hectare de coton admissible au bénéfice de l'aide.***

***4. Les superficies de base nationales suivantes sont établies:***

***a) Bulgarie: 3 342 ha;***

***b) Grèce: 250 000 ha;***

***c) Espagne: 48 000 ha;***

***d) Portugal: 360 ha.***

***5. Les rendements fixes suivants au cours de la période de référence sont établis:***

***a) Bulgarie: 1,2 tonne/ha;***

***b) Grèce: 3,2 tonnes/ha;***

***c) Espagne: 3,5 tonnes/ha;***

***d) Portugal: 2,2 tonnes/ha.***

***6. Le montant de l'aide spécifique à verser par hectare admissible est calculé en multipliant les rendements énoncés au***

***paragraphe 2 par les montants de référence suivants:***

***a) Bulgarie: 636,13 EUR;***

***b) Grèce: 229,37 EUR;***

***c) Espagne: 354,73 EUR;***

***d) Portugal: 223,32 EUR.***

***7. Si la superficie admissible au bénéfice de l'aide spécifique au coton dans un État membre donné au cours d'une année donnée ne dépasse pas la superficie de base fixée au paragraphe 1, le montant par hectare visé au paragraphe 3 peut être augmenté soit d'un coefficient obtenu en divisant la superficie de base nationale par la superficie admissible réelle, soit de 25 %, le montant le plus faible étant retenu.***

***8. Si la superficie admissible dépasse la superficie de base, le montant par hectare est réduit proportionnellement au dépassement de la superficie de base.***

***9. Aux fins du présent article, on entend par «organisation interprofessionnelle agréée» une personne morale fondée par un ensemble composé d'agriculteurs producteurs de coton et d'au moins un égreneur. Ces organisations assurent une action efficace et durable dans le but de concentrer l'offre et d'adapter la production aux exigences du marché.***

***10. L'État membre dans lequel les égreneurs sont établis procède à l'agrément des organisations interprofessionnelles qui respectent les critères énoncés au paragraphe 1.***

***11. Lorsque les agriculteurs sont membres d'une organisation interprofessionnelle agréée, l'aide spécifique au coton pour les hectares qui sont admissibles dans les limites de la superficie nationale de base énoncée au paragraphe 4 est majorée d'un montant de 2 EUR. À cette fin, les États membres peuvent fixer des exigences spécifiques pour les membres de ces organisations***

***interprofessionnelles.***

Or. en

**Amendement 2744**
**Céline Imart**

**Proposition de règlement**
**Article 13 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 bis*** |
| | ***Paiements de crise aux agriculteurs touchés par des catastrophes naturelles, des phénomènes climatiques défavorables ou des événements catastrophiques*** |
| | ***1) Les États membres peuvent verser des paiements de crise aux agriculteurs touchés par des catastrophes naturelles, des phénomènes climatiques défavorables ou des événements catastrophiques. Si de tels événements devaient se produire, une aide devrait être mise à la disposition des agriculteurs dans les plus brefs délais. Ces paiements visent à assurer la continuité de l'activité agricole de ces agriculteurs et sont soumis aux conditions énoncées dans le présent article et précisées par les États membres.*** |
| | ***2) L'aide au titre du présent article est subordonnée à la reconnaissance formelle par l'autorité compétente de l'État membre qu'une catastrophe naturelle, un phénomène climatique défavorable ou un événement catastrophique, tels que définis par l'État membre, ont bien eu lieu et que ces événements, ou les mesures adoptées conformément au règlement (UE) 2016/2031 pour éradiquer ou contenir une pathologie végétale ou une infestation parasitaire, ou les mesures adoptées pour prévenir ou éradiquer les maladies animales énumérées à l'annexe du règlement d'exécution (UE) 2018/1882 de la Commission ou les mesures adoptées*** |

***concernant une maladie émergente conformément à l'article 6, paragraphe 3, et à l'article 259 du règlement (UE) 2016/429 ont directement causé un dommage entraînant la destruction d'au moins 20 % de la production annuelle moyenne de l'agriculteur au cours des trois années précédentes ou d'une moyenne triennale basée sur les cinq années précédentes, en excluant la valeur la plus élevée et la valeur la plus faible, ou d'une moyenne calculée sur une période ne dépassant pas huit ans, en excluant la valeur la plus élevée et la plus faible. Les États membres peuvent appliquer une méthode alternative appropriée pour le calcul des pertes subies par les jeunes agriculteurs, les nouveaux agriculteurs ou dans d'autres cas appropriés, tels que l'introduction de nouvelles cultures dans une exploitation.***

***3) Les États membres établissent les taux d'aide applicables pour compenser les pertes de production. Ces taux peuvent être plus élevés pour les agriculteurs qui mettent également en œuvre des interventions ou d'autres actions préventives au niveau de l'exploitation, afin de réduire le niveau des risques liés à la production et au revenu pour lesquels l'aide est accordée, sans pour autant empêcher l'octroi d'une indemnisation adéquate à tous les agriculteurs. Des indices peuvent être utilisés pour le calcul de la perte de production.***

Or. fr

**Amendement 2745**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 13 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

***Article 13 bis***

***Investissements dans l'irrigation***

***1. Les États membres peuvent octroyer une aide en faveur des investissements dans l'irrigation de zones nouvellement ou déjà irriguées, pour autant que les conditions prévues à l'article 13 et dans le présent article soient remplies.***

***2. Une aide pour les investissements dans l'irrigation n'est octroyée que lorsque l'État membre concerné a envoyé à la Commission un plan de gestion du bassin hydrographique, comme le prévoit la directive 2000/60/CE, pour toute la zone dans laquelle l'investissement doit être réalisé ainsi que dans toute autre zone dont l'environnement pourrait être influencé par l'investissement. Les mesures prenant effet dans le cadre du plan de gestion du bassin hydrographique conformément à l'article 11 de ladite directive et concernant le secteur agricole sont indiquées dans le programme de mesures correspondant.***

***3. Des compteurs d'eau permettant de mesurer la consommation d'eau au niveau de l'investissement subventionné sont mis à disposition ou sont installés dans le cadre dudit investissement.***

***4. Les États membres limitent l'aide à un ou plusieurs taux ne dépassant pas:***

***a) 80 % des coûts éligibles pour les investissements en matière d'irrigation réalisés dans les exploitations agricole;***

***b) 100 % des coûts éligibles liés aux investissements dans des infrastructures agricoles situées en dehors de l'exploitation et destinées à l'irrigation;***

***c) 65 % des coûts éligibles pour d'autres investissements en matière d'irrigation réalisés dans les exploitations agricole;***

***5. L'aide soumise aux investissements dans l'irrigation prévus selon les conditions du présent article est réputée respecter le principe consistant à «ne pas***

***causer de préjudice important» énoncé à l'article 33, paragraphe 2, point d), du règlement (UE, Euratom) 2024/2509.***

Or. es

**Amendement 2746**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 13 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 bis*** |
| | ***Investissements dans l'irrigation*** |
| | ***1. Les États membres peuvent octroyer une aide en faveur des investissements dans l'irrigation de zones nouvellement ou déjà irriguées, pour autant que les conditions prévues à l'article 13 et dans le présent article soient remplies.*** |
| | ***2. Les investissements dans l'irrigation ne sont financés que lorsque l'État membre concerné a envoyé à la Commission un plan de gestion de district hydrographique, comme le prévoit la directive 2000/60/CE, pour toute la zone dans laquelle l'investissement doit être réalisé ainsi que pour toute autre zone dont l'environnement pourrait être affecté par l'investissement. Les mesures prenant effet dans le cadre du plan de gestion de district hydrographique conformément à l'article 11 de ladite directive et concernant le secteur agricole sont indiquées dans le programme de mesures pertinent.*** |
| | ***3. Un système de mesure de la consommation d'eau au niveau de l'investissement bénéficiant de l'aide est en place ou est mis en place dans le cadre de l'investissement.*** |
| | ***4. Les États membres limitent l'aide à un*** |

***ou plusieurs taux ne dépassant pas:***

***a) 80 % des coûts éligibles pour les investissements en matière d'irrigation réalisés dans les exploitations.***

***b) 100 % des coûts éligibles pour les investissements dans les infrastructures en dehors des exploitations devant être utilisées pour l'irrigation;***

***c) 65 % des coûts éligibles pour d'autres investissements en matière d'irrigation réalisés dans les exploitations.***

***5. Le soutien soumis aux conditions relatives aux investissements dans l'irrigation fixées au présent article est réputé respecter le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» énoncé à l'article 33, paragraphe 2, point d), du règlement (UE, Euratom) 2024/2509.***

Or. en

**Amendement 2747**
**Thomas Waitz**

**Proposition de règlement**
**Article 13 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 bis*** |
| | ***Feuille de route et panel d'experts sur le bien-être animal*** |
| | ***1. Une feuille de route de l'Union sur le bien-être animal a pour objectif de faire en sorte que, d'ici au 31 décembre 2055, les systèmes d'élevage dans l'Union répondent à des critères de bien-être animal compatibles avec les besoins physiologiques, éthologiques et sanitaires des animaux, tels qu'évalués à travers les cinq domaines interdépendants du bien-être que sont l'alimentation, l'environnement physique, la santé, le*** |

***comportement et l'état mental, et étayés par les meilleures données scientifiques disponibles qui ressortent des avis scientifiques de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).***

***2. Le groupe d'experts sur le bien-être animal[1 bis], en concertation avec le panel d'experts[1 ter], élabore pour la feuille de route des propositions de normes qui sont fondées sur des données scientifiques et conformes aux avis scientifiques de l'EFSA, techniquement et financièrement réalisables dans des délais et des horizons d'investissement réalistes, et proportionnées aux objectifs poursuivis;***

***3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués établissant les normes de la feuille de route à respecter progressivement d'ici à 2055. Lors de la préparation d'actes délégués au titre du présent article, la Commission tient dûment compte des propositions présentées par le panel d'experts. Lorsque la Commission s'écarte sensiblement d'une proposition, elle publie une explication motivée.***

***4. La Commission veille à la cohérence entre la feuille de route et les politiques et instruments pertinents de l'Union, y compris les interventions au titre de la PAC, les procédures d'analyse d'impact, les avis du comité d'examen de la réglementation et la planification financière pluriannuelle.***

---

*1 bis*

***https://ec.europa.eu/transparency/expert-groups-register/screen/expert-groups/consult?lang=fr&groupID=3954***

*1 ter*

***https://food.ec.europa.eu/animals/animal-welfare/eu-platform-and-expert-group_fr***

Or. en

**Amendement 2748**
**Carmen Crespo Díaz, Elena Nevado del Campo, Juan Ignacio Zoido Álvarez**

**Proposition de règlement**
**Article 13 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 bis*** |
| | ***Ancien article 35, paragraphe 4, alinéa 2, point 6 bis, du règlement PNR (nouvelle version).*** |
| | ***6 bis (nouveau). Le taux de soutien maximal applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), du présent règlement [investissements en faveur des agriculteurs] s'élève à 75 % du total des coûts éligibles de chaque intervention.*** |
| | ***• Toutefois, ce taux maximal d'aide pourra être porté à 85 % pour les investissements contribuant à la résilience dans le domaine de l'eau, à l'irrigation durable, à la réutilisation, au stockage, à la modernisation et à l'efficacité de l'utilisation de l'eau, à la numérisation, à l'agriculture de précision, à la biosécurité, à la santé animale et végétale, à la prévention des incendies, à la reconstitution du potentiel de production, à l'adaptation au changement climatique, à la performance énergétique ou aux investissements réalisés dans des zones soumises à des contraintes naturelles ou d'autres contraintes spécifiques.*** |
| | ***• Le taux maximal d'aide applicable aux interventions visées à l'article 5, paragraphe 1, point i), destinées aux jeunes agriculteurs ou aux nouveaux agriculteurs peut être porté à 85 % des dépenses publiques éligibles, notamment lorsque ces investissements contribuent à l'installation, à la modernisation, à la compétitivité ou à la viabilité à long terme de l'exploitation.*** |

Or. es

**Amendement 2749**
**Krzysztof Hetman**

**Proposition de règlement**
**Article 13 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 bis*** |
| | ***Soutien à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles;*** |
| | ***1. Les États membres soutiennent la transformation et la commercialisation des produits agricoles, y compris les circuits d'approvisionnement courts, dans les conditions prévues au présent article et précisées dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC.*** |
| | ***2. Les États membres ne peuvent accorder des aides au titre du présent article qu'en faveur d'investissements corporels ou incorporels dans des immobilisations en lien avec la transformation, la commercialisation ou le développement des produits agricoles énumérés à l'annexe I du traité FUE, à l'exclusion des produits de la pêche.*** |
| | ***3. Les États membres définissent les conditions relatives concernant la présentation et le contenu du plan d'entreprise que les bénéficiaires doivent appliquer afin de recevoir une aide au titre du présent article.*** |
| | ***4. Les États membres octroient l'aide sous la forme de subventions. L'aide est limitée à un montant maximal de 4 000 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires.*** |

Or. en

*Justification*

*Il est nécessaire de mettre en place des mesures de soutien au développement du secteur de la transformation agroalimentaire, axées principalement sur la croissance des micro, petites et*

*moyennes (PME), qui sont les principaux acheteurs des produits agricoles fournis par les producteurs locaux.*

**Amendement 2750**
**Marta Wcisło**

**Proposition de règlement**
**Article 13 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 bis*** |
| | ***Soutien à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles;*** |
| | ***1. Les États membres soutiennent la transformation et la commercialisation des produits agricoles, y compris les circuits d'approvisionnement courts, dans les conditions prévues au présent article et précisées dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC.*** |
| | ***2. Les États membres ne peuvent accorder des aides au titre du présent article qu'en faveur d'investissements corporels ou incorporels dans des immobilisations en lien avec la transformation, la commercialisation ou le développement des produits agricoles énumérés à l'annexe I du traité FUE, à l'exclusion des produits de la pêche.*** |
| | ***3. Les États membres définissent les conditions concernant la présentation et le contenu du plan d'entreprise que les bénéficiaires doivent appliquer afin de recevoir une aide au titre du présent article.*** |
| | ***4. Les États membres octroient l'aide sous la forme de subventions. L'aide est limitée à un montant maximal de 4 000 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires.*** |

Or. en

*Justification*

*Il est nécessaire de mettre en place des mesures de soutien au développement du secteur de la transformation agroalimentaire, axées principalement sur la croissance des micro, petites et moyennes (PME), qui sont les principaux acheteurs des produits agricoles fournis par les producteurs locaux.*

**Amendement 2751**
**Salvatore De Meo**

**Proposition de règlement**
**Article 13 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 bis*** |
| | ***Aide aux investissements en faveur des entreprises transformant ou commercialisant des produits agricoles*** |
| | ***Les États membres peuvent accorder une aide au développement des entreprises qui transforment ou commercialisent des produits agricoles cultivés ou élevés sur leur territoire et dont l'approvisionnement est régi par des contrats de filière dans lesquels le prix du produit est fixé en fonction des coûts de production de l'agriculteur.*** |

Or. it

*Justification*

*La valorisation et la vitalité des zones rurales passent par l'intégration synergique des secteurs productifs et le développement de filières agroalimentaires territoriales. La viabilité économique des processus susmentionnés est garantie par l'obligation de conclure des contrats de filière prévoyant une fixation des prix permettant de couvrir intégralement les coûts de production et de préserver la valeur ajoutée agricole.*

**Amendement 2752**
**Raffaele Stancanelli, Isabella Tovaglieri, Gilles Pennelle, Valérie Deloge, Mireia Borrás Pabón, Tomáš Kubín, Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 13 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 bis*** |
| | ***Aide aux investissements dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles.*** |
| | ***Les États membres peuvent accorder des aides en faveur du développement des entreprises qui transforment ou commercialisent des produits agricoles issus de leur territoire, à condition que la fourniture de ces produits soit régie par des contrats dans lesquels le prix est fixé sur la base des coûts de production des agriculteurs.*** |

Or. en

**Amendement 2753**
**Carlo Fidanza, Waldemar Buda**

**Proposition de règlement**
**Article 13 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 bis*** |
| | ***Aide aux investissements dans des entreprises qui transforment ou commercialisent des produits agricoles*** |

Or. en

*Justification*

*La revitalisation et la dynamisation des zones rurales passent par l'intégration synergique des secteurs productifs et le développement de chaînes d'approvisionnement agroalimentaires locales. À cette fin, les dispositions de cette mesure favorisent la transformation locale sur la base de l'utilisation prédominante de produits d'origine locale. La viabilité économique de ces processus est garantie par l'obligation de conclure des contrats de chaîne d'approvisionnement prévoyant des prix suffisants pour couvrir intégralement les coûts de production et préserver la valeur ajoutée agricole.*

**Amendement 2754**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 13 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 ter*** |
| | ***Aide spécifique au coton*** |
| | ***1. La Bulgarie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal octroient une aide spécifique au coton aux agriculteurs produisant du coton relevant du code NC 5201 00. Ces États membres établissent des exigences spécifiques pour garantir un niveau minimal d'efficacité de la production et de qualité des produits.*** |
| | ***2. Les États membres visés au paragraphe 1 veillent à ce que la production de coton bénéficiant d'une aide n'exerce pas de pression excessive sur les ressources naturelles telles que l'eau et le sol. À cette fin, ou en vue d'atteindre d'autres objectifs environnementaux ou socio-économiques, ces États membres peuvent n'accorder l'aide que pour des variétés de coton spécifiques, dans des régions spécifiques ou pour des types de culture spécifiques, ou peuvent établir des exigences en matière de pratiques agronomiques.*** |
| | ***3. L'aide spécifique au coton est octroyée par hectare de coton admissible au bénéfice de l'aide.*** |
| | ***4. Les superficies de base nationales suivantes sont établies:*** |
| | ***a) Bulgarie: 3 342 ha;*** |
| | ***b) Grèce: 250 000 ha;*** |
| | ***c) Espagne: 48 000 ha;*** |
| | ***d) Portugal: 360 ha.*** |
| | ***5. Les rendements fixes suivants sont établis pour la période de référence:*** |
| | ***a) Bulgarie: 1,2 tonnes/ha;*** |

***b) Grèce: 3,2 tonnes/ha;***

***c) Espagne: 3,5 tonnes/ha;***

***d) Portugal: 2,2 tonnes/ha.***

***6. Le montant de l'aide spécifique à verser par hectare admissible est calculé en multipliant les rendements établis au paragraphe 2 par les montants de référence suivants:***

***a) Bulgarie: 636,13 EUR;***

***b) Grèce: 229,37 EUR;***

***c) Espagne: 354,73 EUR;***

***d) Portugal: 223,32 EUR.***

***7. Si la superficie de coton admissible dans un État membre spécifique au cours d'une année donnée ne dépasse pas la superficie de base prévue au paragraphe 1, le montant par hectare visé au paragraphe 3 peut être majoré soit d'un coefficient obtenu en divisant la superficie de base nationale par la superficie admissible réelle, soit d'un pourcentage de 25 %, la plus petite de ces deux valeurs étant retenue.***

***8. Si la superficie éligible dépasse la superficie de base, le montant par hectare est réduit proportionnellement au dépassement de la superficie de base.***

***9. Aux fins du présent article, on entend par «organisation interprofessionnelle agréée» une entité juridique composée et fondée par des agriculteurs producteurs de coton et au moins une entreprise d'égrenage de coton. Ces organisations assurent une action efficace et durable dans le but de concentrer l'offre et d'adapter la production aux exigences du marché.***

***10. L'État membre dans lequel les entreprises d'égrenage sont établies approuve les organisations interprofessionnelles qui satisfont aux critères fixés au paragraphe 1.***

***11. Dans le cas des agriculteurs membres***

***d'une organisation interprofessionnelle agréée, l'aide spécifique au coton correspondante aux hectares admissibles dans la superficie de base nationale fixée au paragraphe 4 est majorée d'un montant de 2 EUR. À cette fin, les États membres peuvent fixer des exigences spécifiques pour les membres de ces organisations interprofessionnelles.***

Or. es

**Amendement 2755**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 13 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 ter*** |
| | ***Aide spécifique au coton*** |
| | ***1. La Bulgarie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal octroient une aide spécifique au coton aux agriculteurs produisant du coton relevant du code NC 5201 00. Ces États membres établissent des exigences spécifiques pour garantir un niveau minimal d'efficacité de la production et de qualité des produits.*** |
| | ***2. Les États membres visés au paragraphe 1 veillent à ce que la production de coton bénéficiant d'une aide n'exerce pas de pression excessive sur les ressources naturelles telles que l'eau et le sol. À cette fin, ou en vue d'atteindre d'autres objectifs environnementaux ou socio-économiques, ces États membres peuvent n'accorder l'aide que pour des variétés de coton spécifiques, dans des régions spécifiques ou pour des types d'exploitation spécifiques, ou peuvent établir des exigences en matière de pratiques agronomiques.*** |

***3. L'aide spécifique au coton est octroyée par hectare de coton admissible au bénéfice de l'aide.***

***4. Les superficies de base nationales suivantes sont établies:***

***a) Bulgarie: 3 342 ha;***

***b) Grèce: 250 000 ha;***

***c) Espagne: 48 000 ha;***

***d) Portugal: 360 ha.***

***5. Les rendements fixes suivants au cours de la période de référence sont établis:***

***a) Bulgarie: 1,2 tonne/ha;***

***b) Grèce: 3,2 tonnes/ha;***

***c) Espagne: 3,5 tonnes/ha;***

***d) Portugal: 2,2 tonnes/ha.***

***6. Le montant de l'aide spécifique à verser par hectare admissible est calculé en multipliant les rendements énoncés au paragraphe 2 par les montants de référence suivants:***

***a) Bulgarie: 636,13 EUR;***

***b) Grèce: 229,37 EUR;***

***c) Espagne: 354,73 EUR;***

***d) Portugal: 223,32 EUR.***

***7. Si la superficie de coton admissible dans un État membre spécifique au cours d'une année donnée ne dépasse pas la superficie de base prévue au paragraphe 1, le montant par hectare visé au paragraphe 3 peut être majoré soit d'un coefficient obtenu en divisant la superficie de base nationale par la superficie admissible réelle, soit d'un pourcentage de 25 %, la plus petite de ces deux valeurs étant retenue.***

***8. Si la superficie admissible dépasse la superficie de base, le montant par hectare est réduit proportionnellement au dépassement de la superficie de base.***

***9. Aux fins du présent article, on entend par «organisation interprofessionnelle***

***agréée» une personne morale fondée par un ensemble composé d'agriculteurs producteurs de coton et d'au moins un égreneur de coton. Ces organisations assurent une action efficace et durable dans le but de concentrer l'offre et d'adapter la production aux exigences du marché.***

***10. L'État membre dans lequel les égreneurs sont établis procède à l'agrément des organisations interprofessionnelles qui respectent les critères énoncés au paragraphe 1.***

***11. Lorsque les agriculteurs sont membres d'une organisation interprofessionnelle agréée, l'aide spécifique au coton pour les hectares qui sont admissibles dans les limites de la superficie nationale de base énoncée au paragraphe 4 est majorée d'un montant de 2 EUR. À cette fin, les États membres peuvent fixer des exigences spécifiques pour les membres de ces organisations interprofessionnelles.***

Or. en

**Amendement 2756**
**Carmen Crespo Díaz, Elena Nevado del Campo, Juan Ignacio Zoido Álvarez**

**Proposition de règlement**
**Article 13 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 13 ter*** |
| | ***Article 13 ter (nouveau) (ancien article 39 du règlement PNR) Aide spécifique au coton*** |
| | ***1. La Bulgarie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal octroient une aide spécifique au coton aux agriculteurs produisant du coton relevant du code NC 5201 00. Ces États membres fixent des exigences spécifiques afin de garantir un niveau minimal d'efficacité de la production, de*** |

***qualité du produit et de viabilité économique, en tenant compte du rôle de la production de coton dans le maintien de l'activité agricole, de l'emploi rural, de la capacité de transformation industrielle et de la valeur ajoutée dans les régions productrices.***

***2. Les États membres visés au paragraphe 1 veillent à ce que la production de coton subventionnée soit compatible avec la gestion durable des ressources naturelles, telles que l'eau et les sols, en tenant compte des conditions agronomiques et climatiques régionales, de la disponibilité des ressources en eau, de l'utilisation de systèmes d'irrigation efficaces, de la gestion des sols et de l'agriculture de précision. À cette fin, ou pour d'autres raisons environnementale ou socio-économiques, ces États membres peuvent n'accorder l'aide que pour des variétés de coton spécifiques, dans des régions spécifiques ou pour des types de culture spécifiques, ou peuvent établir des exigences proportionnées en matière de pratiques agronomiques. Ces exigences n'entraînent pas l'exclusion automatique de la production de coton dans les zones irriguées où sont mises en œuvre des pratiques de gestion de l'eau efficaces et durables.***

***11. Dans le cas des agriculteurs membres d'une organisation intersectorielle approuvée, l'aide spécifique au coton pour les hectares respectant les exigences dans la superficie de base nationale fixée au paragraphe 4 peut être majorée d'un montant de 2 EUR. À cette fin, les États membres peuvent fixer des exigences spécifiques pour les membres de ces organisations intersectorielles, en particulier en matière de qualité, de traçabilité, de concentration de l'offre, d'adaptation aux besoins du marché, de gestion durable de l'eau, d'innovation ou de coopération entre les agriculteurs et les entreprises d'égrenage.***

Or. es

**Amendement 2757**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations | Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales***, création et développement de coopératives*** et développement des petites exploitations |

Or. en

**Amendement 2758**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations | Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales***, création*** et développement ***de coopératives et développement*** des petites exploitations ***agricoles*** |

Or. es

**Amendement 2759**
**Csaba Dömötör, Raffaele Stancanelli**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et | Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations ***et*** |

| | |
|---|---|
| développement des petites exploitations | ***des exploitations des jeunes agriculteurs*** |

Or. en

**Amendement 2760**
**Camilla Laureti, Stefano Bonaccini, Annalisa Corrado, Heléne Fritzon**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations | Installation ***et reprise d'exploitation par des agricultrices et*** de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations***;*** |

Or. it

**Amendement 2761**
**Daniel Buda, Dan-Ştefan Motreanu**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations | Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales ***et d'unités de transformation,*** et développement des petites exploitations |

Or. ro

**Amendement 2762**
**Raffaele Stancanelli, Isabella Tovaglieri, Gilles Pennelle, Valérie Deloge, Barbara Bonte, Mireia Borrás Pabón, Csaba Dömötör, Tomáš Kubín, Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

| | |
|---|---|
| Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations | Installation ***et reprise d'exploitation par*** de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations |

Or. en

**Amendement 2763**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Camilla Laureti, Heléne Fritzon**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations | Installation ***ou reprise d'exploitation par*** de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations |

Or. en

**Amendement 2764**
**Carlo Fidanza, Waldemar Buda**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations | Installation ***et reprise d'exploitation par*** de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations |

Or. en

*Justification*

*Les amendements proposés répondent à la nécessité stratégique de faire évoluer les politiques de renouvellement des générations dans le secteur agricole, en complétant le concept traditionnel de «première installation» par l'introduction du concept de «reprise d'exploitation». L'introduction de ce concept transforme la mesure en un outil souple, adapté*

*à la réalité structurelle des exploitations agricoles, qui permet de concilier la transmission des compétences agronomiques traditionnelles et la dynamique essentielle d'innovation en matière de technologie et de gestion apportée par les jeunes générations.*

**Amendement 2765**
**Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations | Installation de jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations |

Or. fr

**Amendement 2766**
**Salvatore De Meo**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – titre**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Installation de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations | Installation ***et reprise d'exploitation par*** de jeunes agriculteurs, création de nouvelles entreprises rurales et développement des petites exploitations |

Or. it

**Amendement 2767**
**Sakis Arnaoutoglou**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs | 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs |

et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR.

et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. ***En particulier, pour l'installation de jeunes agriculteurs dans des zones montagneuses, insulaires ou frontalières, les États membres accordent une aide supplémentaire d'au moins 25 % par rapport à l'aide de base à l'installation.***

Or. el

**Amendement 2768**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR***, dans le but de faciliter le renouvellement des générations en agriculture et de promouvoir des systèmes agricoles durables, résilients au changement climatique et respectueux de la biodiversité***. |

Or. en

**Amendement 2769**
**Claudiu-Richard Târziu**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR***, dans le but de renforcer le renouvellement des générations, la sécurité alimentaire, l'emploi rural et la compétitivité à long terme du secteur agricole***. |

Or. en

*Justification*

*Ces amendements favorisent le renouvellement des générations en offrant aux États membres une plus grande souplesse pour élaborer des mesures de soutien adaptées aux spécificités nationales et régionales. Ils facilitent l'accès des jeunes et nouveaux agriculteurs à la terre, au financement, aux connaissances et à l'innovation, tout en favorisant la modernisation et la compétitivité des petites et moyennes exploitations agricoles. Ces propositions visent à réduire les charges administratives superflues et à soutenir la viabilité économique des entreprises rurales.*

**Amendement 2770**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, ***y compris l'installation de nouveaux agriculteurs,*** dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans ***PNR***. | 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé ***de manière plus détaillée*** dans leurs plans ***de programmes nationaux de développement rural***. ***Les États membres peuvent également, dans les mêmes conditions, apporter une aide à l'installation de nouveaux agriculteurs.*** |

Or. es

**Amendement 2771**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs ***et la transmission d'exploitations agricoles existantes à de jeunes agriculteurs***, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. en

**Amendement 2772**
**Barry Cowen, Asger Christensen, Emma Wiesner, Michal Wiezik, Christine Singer, Elsi Katainen, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs ***ou à la transmission d'exploitations agricoles existantes à de jeunes agriculteurs*** et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. en

**Amendement 2773**

**Benoit Cassart, Christine Singer, Michael McNamara, Ciaran Mullooly, Asger Christensen**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs***, en particulier dans le secteur de l'élevage***, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. en

**Amendement 2774**
**Carlo Fidanza, Waldemar Buda**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans ***PNR***. | 1. ***1.*** Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans ***relevant de la PAC***. |

Or. en

*Justification*

*Compte tenu du champ d'application du règlement relatif à la PAC, de la décision de doter la PAC d'un budget autonome, de l'expérience acquise dans le cadre des plans stratégiques nationaux existants relevant de la PAC, et dans un souci de simplification et d'amélioration de la gestion administrative, les plans nationaux et régionaux relatifs à la PAC devraient être établis par les États membres dans le cadre du présent règlement, sans alourdir davantage la charge administrative.*

**Amendement 2775**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Camilla Laureti, Heléne Fritzon**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans ***PNR***. | 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans ***nationaux et régionaux relevant de la PAC***. |

Or. en

**Amendement 2776**
**Camilla Laureti, Stefano Bonaccini, Annalisa Corrado, Heléne Fritzon**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres apportent une aide à l'installation ***d'agricultrices et*** de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. it

**Amendement 2777**
**Gabriella Gerzsenyi**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres ***apportent une aide à l'installation de*** jeunes agriculteurs et ***à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de*** nouveaux ***agriculteurs***, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres ***incluent dans leurs plans PNR des interventions spécifiques en faveur des*** jeunes agriculteurs et ***des*** nouveaux ***entrants***, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. en

**Amendement 2778**
**Salvatore De Meo**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans ***PNR***. | 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans leurs plans ***nationaux et régionaux relevant de la PAC***. |

Or. it

**Amendement 2779**
**Paulo do Nascimento Cabral, Ana Miguel Pedro, Sérgio Humberto, Paulo Cunha, Sebastião Bugalho**

**Proposition de règlement**
**Article 14, paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux | 1. Les États membres apportent une aide à l'installation de jeunes agriculteurs et à la création d'entreprises rurales, y compris l'installation de nouveaux |

| | |
|---|---|
| agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans ***leurs plans PNR***. | agriculteurs, dans les conditions prévues au présent article et comme précisé dans ***la PAC***. |

Or. pt

**Amendement 2780**
**Christine Singer, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1 – alinéa 1 (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Lors de la planification et de la mise en œuvre des mesures prévues au présent article, les États membres veillent à ce que la priorité soit accordée aux jeunes agriculteurs au sens de l'article 4, paragraphe 22, du règlement (UE) […] [PNR].*** |
| | ***À cette fin, les États membres définissent les critères de sélection, les conditions d'octroi des aides et les dotations budgétaires de manière à ce que les jeunes agriculteurs bénéficient d'un accès préférentiel aux fonds disponibles.*** |

Or. en

**Amendement 2781**
**Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1 bis. Les États membres mettent en place des dispositifs volontaires de retraite et de transmission agricoles afin de faciliter la cession des exploitations aux jeunes agriculteurs et aux nouveaux entrants, d'améliorer l'accès à la terre et de renforcer le renouvellement des*** |

***générations.***

Or. en

**Amendement 2782**
**Sakis Arnaoutoglou**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]; | a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]; ***Sont considérés comme bénéficiaires des mesures spécifiques de renouvellement des générations les jeunes et nouveaux agriculteurs, quel que soit leur âge, qui s'installent pour la première fois en tant que chefs d'exploitation agricole;*** |

Or. el

**Amendement 2783**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| (a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]; | (a) l'installation de jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]***, en donnant la priorité aux projets d'installation de l'agriculture biologique, aux pratiques agroécologiques, ainsi qu'aux modèles coopératifs et collectifs***; |

Or. fr

**Amendement 2784**
**Maria Noichl**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]; | a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]; ***l'aide doit également pouvoir être octroyée aux groupements d'exploitants, à condition qu'aucune personne ne détienne plus de 50 % des parts sociales;*** |

Or. de

**Amendement 2785**
**Claudiu-Richard Târziu**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article ***4, paragraphe 22, point d)***, du règlement ***(UE) [...] [PNR]***; | a) l'installation***, y compris le soutien au moyen de mesures facilitant l'accès aux terres agricoles, au financement, aux services de conseil, à l'innovation, à la formation et aux technologies numériques,*** de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article ***1 ter (nouveau), paragraphe 5***, du ***présent*** règlement; |

Or. en

**Amendement 2786**
**Alexander Bernhuber**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) l'installation de jeunes agriculteurs ***qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]***; | a) ***l'encouragement de*** l'installation de jeunes agriculteurs ***au sens de l'ancien article 4, paragraphe 22, [du règlement PNR]***; |

Or. de

**Amendement 2787**
**Céline Imart, Nina Carberry**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]; | a) l'installation ***ou la transmission d'exploitations agricoles existantes à*** de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]; |

Or. fr

**Amendement 2788**
**Paulo do Nascimento Cabral, Ana Miguel Pedro, Sérgio Humberto, Paulo Cunha, Sebastião Bugalho**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) l'installation de jeunes agriculteurs | a) l'installation de jeunes agriculteurs |

| | |
|---|---|
| qui remplissent les conditions prévues par les États membres ***dans leurs plans PNR*** conformément à ***l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]***; | qui remplissent les conditions prévues par les États membres conformément à ***la PAC***; |

Or. pt

**Amendement 2789**
**Barry Cowen, Asger Christensen, Emma Wiesner, Michal Wiezik, Christine Singer, Elsi Katainen, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]; | a) l'installation de jeunes agriculteurs ***ou la transmission d'exploitations agricoles existantes à de jeunes agriculteurs*** qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]; |

Or. en

**Amendement 2790**
**Eric Sargiacomo, Claire Fita**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]; | a) l'installation de jeunes agriculteurs ***et de nouveaux agriculteurs*** qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]; |

Or. en

**Amendement 2791**
**Luke Ming Flanagan, Konstantinos Arvanitis, Sebastian Everding, Arash Saeidi**
au nom du groupe The Left

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément ***à l'article 4, paragraphe 22, point d), du*** règlement ***(UE) [...] [PNR]***; | a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans PNR conformément ***aux dispositions du présent*** règlement; |

Or. en

**Amendement 2792**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Camilla Laureti**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans ***PNR*** conformément à l'article ***4, paragraphe 22, point d)***, du règlement ***(UE) [...] [PNR]***; | a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans ***nationaux et régionaux relevant de la PAC*** conformément à l'article ***1 ter, paragraphe 5***, du ***présent*** règlement; |

Or. en

**Amendement 2793**
**Carlo Fidanza, Waldemar Buda**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

| | |
|---|---|
| a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans ***PNR*** conformément à l'article ***4, paragraphe 22, point d),*** du règlement ***(UE) [...] [PNR]***; | a) l'installation de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans ***respectifs relevant de la PAC*** conformément à l'article ***2 bis*** du ***présent*** règlement; |

Or. en

*Justification*

*Modification nécessaire pour s'adapter au transfert des définitions du règlement PNR vers le règlement relatif à la PAC*

**Amendement 2794**
**Carlo Fidanza, Waldemar Buda**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***a bis) 2 bis (NOUVEAU) Les États membres peuvent accorder, au titre du présent article, une aide en faveur de la reprise d'exploitation par de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans respectifs relevant de la PAC conformément à l'article 2 bis du présent règlement. Un jeune agriculteur qui reprend une exploitation s'engage à la conserver pendant au moins cinq ans. La reprise doit impliquer la transmission d'au moins 75 % de l'exploitation à un parent jusqu'au troisième degré.*** |

Or. en

*Justification*

*Les amendements proposés répondent à la nécessité stratégique de faire évoluer les politiques de renouvellement des générations dans le secteur agricole, en complétant le concept traditionnel de «première installation» par l'introduction du concept de «reprise d'exploitation». L'introduction de ce concept transforme la mesure en un outil souple, adapté à la réalité structurelle des exploitations agricoles, qui permet de concilier la transmission*

*des compétences agronomiques traditionnelles et la dynamique essentielle d'innovation en matière de technologie et de gestion apportée par les jeunes générations.*

**Amendement 2795**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Camilla Laureti**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***a bis) la reprise d'une exploitation par de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans nationaux et régionaux respectifs relevant de la PAC, conformément à l'article 4, paragraphe 22, point d), du règlement (UE) [...] [PNR]. Le jeune agriculteur qui reprend l'exploitation s'engage à la conserver pendant une période d'au moins 5 ans, et la reprise implique la transmission d'au moins 75 % de l'exploitation;*** |

Or. en

*Justification*

*L'amendement proposé répond à la nécessité stratégique de faire évoluer les politiques de renouvellement des générations dans le secteur agricole, en intégrant le concept traditionnel de «première installation» et le mécanisme de reprise d'exploitation. L'introduction du concept de transmission/reprise transforme la mesure en un outil souple, adapté à la réalité structurelle des exploitations agricoles, qui permet de concilier la transmission des compétences agronomiques traditionnelles et l'évolution essentielle, sous l'impulsion des nouvelles générations, vers l'innovation en matière de technologie et de gestion.*

**Amendement 2796**
**Camilla Laureti, Stefano Bonaccini, Annalisa Corrado, Heléne Fritzon**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point a bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

***a bis) l'installation et le maintien en activité des agricultrices;***

Or. it

**Amendement 2797**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) la création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture ou à la sylviculture, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ou la diversification des revenus des ménages agricoles ***au profit d'activités*** non agricoles; | b) la création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture ou à la sylviculture, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ***en particulier ceux issus de milieux non agricoles,*** ou la diversification des revenus des ménages agricoles ***vers des activités*** non agricoles ***telles que les chaînes d'approvisionnement courtes, la bioéconomie et l'agro-tourisme, afin de consolider la souveraineté alimentaire territoriale***; |

Or. fr

**Amendement 2798**
**Anja Hazekamp, Sebastian Everding, Luke Ming Flanagan, Arash Saeidi**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) la création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture ou à la sylviculture, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ou la diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités non agricoles; | b) la création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture ou à la sylviculture, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ou la diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités ***complémentaires*** non agricoles ***et de la création de valeur locale, y compris la transformation de cultures protéagineuses dans l'exploitation, les*** |

***ventes directes et les activités liées aux circuits courts***;

Or. en

**Amendement 2799**
**Claudiu-Richard Târziu**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) la création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture ou à la sylviculture, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ou la diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités non agricoles; | b) la création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture ou à la sylviculture, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ou la diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités non agricoles***, à condition que ces activités renforcent la résilience économique et la viabilité à long terme de l'exploitation agricole***; |

Or. en

**Amendement 2800**
**Emma Wiesner, Asger Christensen, Christine Singer**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) la création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture ***ou à la sylviculture***, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ou la diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités non agricoles; | b) la création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ou la diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités non agricoles ***ou agricoles, telles que la transformation dans l'exploitation pour la valorisation des produits et sous-produits agricoles***; |

Or. en

**Amendement 2801**
**Benoit Cassart, Christine Singer, Michael McNamara, Ciaran Mullooly, Asger Christensen**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) la création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture ou à la sylviculture, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ou la diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités non agricoles; | b) la création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture ou à la sylviculture, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs***, en particulier dans le secteur de l'élevage***, ou la diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités non agricoles; |

Or. en

**Amendement 2802**
**Thomas Waitz**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) la création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture ***ou à la sylviculture***, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ou la diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités non agricoles; | b) la création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ou la diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités non agricoles; |

Or. en

**Amendement 2803**
**Jessika van Leeuwen, Sander Smit, Céline Imart**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

***b bis) des mesures visant à faciliter l'accès à la terre et la transmission intergénérationnelle des exploitations, notamment les aides à l'acquisition ou à la location de terres agricoles et, le cas échéant, les incitations fiscales favorisant la transmission des exploitations agricoles aux jeunes agriculteurs et aux nouveaux entrants;***

Or. en

**Amendement 2804**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***b bis) la création et le développement d'exploitations agricoles coopératives en tant que personnes morales;*** |

Or. es

**Amendement 2805**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***b bis) la création et le développement d'exploitations coopératives en tant qu'entités juridiques;*** |

Or. en

**Amendement 2806**
**Ivan David**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***c) la création d'entreprises rurales;*** | ***supprimé*** |

Or. en

*Justification*

*Is propose removing point (c) from the list of eligible support under this Article. This provision is overly broad and could be interpreted to fund businesses entirely unrelated to agriculture or forestry, which falls outside the intended scope of the CAP.*

*Support for rural start-ups that are not directly linked to agricultural or forestry activities is more appropriately addressed through cohesion policy instruments rather than agricultural policy. Maintaining point (c) risks diverting resources from farmers directly engaged in agricultural production.*

*By removing this general provision, funding remains targeted to agricultural and forestry activities ensuring consistency with CAP objectives and efficient use of Union financial assistance.*

*The specific allocation for support to young farmers is included in the NRPP. We support the allocation of 6% of the total amount dedicated to CAP interventions, as set forth in Article 10(2), point (a)(ii), for interventions targeting young farmers.*

**Amendement 2807**
**Katarína Roth Neveďalová, Erik Kaliňák**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***c) la création d'entreprises rurales;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2808**
**Alexander Bernhuber**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***c) la création d'entreprises rurales;*** | ***supprimé*** |

Or. en

*Justification*

*L'intervention (c), telle que définie à l'article 14, est censée constituer une aide au revenu des agriculteurs, puisqu'elle relève des fonds explicitement réservés à cette fin. Contrairement à l'article 14, paragraphe 2, point (b), la création d'entreprises rurales n'est toutefois pas liée à l'agriculture, de sorte que cette mesure constitue une aide au revenu de personnes autres que des agriculteurs. Par conséquent, le point (c) doit être financé à partir de la partie non cloisonnée du FPNR et doit donc être supprimé de l'article 14.*

**Amendement 2809**
**Christine Singer, Asger Christensen, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***c) la création d'entreprises rurales;*** | ***supprimé*** |

Or. en

*Justification*

*L'intervention (c), telle que définie à l'article 14, est censée constituer une aide au revenu des agriculteurs, puisqu'elle relève des fonds explicitement réservés à cette fin. Contrairement à l'article 14, paragraphe 2, point (b), la création d'entreprises rurales n'est toutefois pas liée à l'agriculture, de sorte que cette mesure constitue une aide au revenu de personnes autres que des agriculteurs. Par conséquent, le point (c) doit être financé à partir de la partie non cloisonnée du FPNR et doit donc être supprimé de l'article 14.*

**Amendement 2810**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

| | |
|---|---|
| c) la création d'entreprises rurales; | c) la création d'entreprises rurales ***contribuant aux systèmes de traitement et alimentaires locaux, aux circuits courts, aux activités de la bioéconomie circulaire ou à la restauration de la nature***; |

Or. en

**Amendement 2811**
**Stefan Köhler, Marion Walsmann, Lena Düpont**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| c) la création d'entreprises rurales; | c) la création d'entreprises rurales***, le cas échéant***; |

Or. en

**Amendement 2812**
**Daniel Buda, Dan-Ştefan Motreanu**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point c bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***c bis) la création d'unités de transformation des produits agricoles au sein de l'exploitation;*** |

Or. ro

**Amendement 2813**
**Claudiu-Richard Târziu**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

| | |
|---|---|
| d) le développement économique des petites exploitations agricoles, telles qu'elles sont déterminées par les États membres. | d) le développement économique des petites exploitations agricoles, telles qu'elles sont déterminées par les États membres***, notamment par le biais d'investissements dans la modernisation, la coopération, la production à valeur ajoutée, les circuits courts, la transition numérique et l'innovation***. |

Or. en

**Amendement 2814**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) le développement économique des petites exploitations agricoles, ***telles qu'elles sont déterminées par les États membres***. | d) le développement économique des petites exploitations agricoles, ***la priorité étant accordée aux systèmes agricoles à petite échelle, diversifiés, biologiques et agroécologiques***. |

Or. en

**Amendement 2815**
**Csaba Dömötör, Raffaele Stancanelli**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) le développement économique des petites exploitations agricoles, telles qu'elles sont déterminées par les États membres. | d) le développement économique des petites exploitations agricoles ***et des exploitations des jeunes agriculteurs***, telles qu'elles sont déterminées par les États membres. |

Or. en

**Amendement 2816**
**Luke Ming Flanagan, Konstantinos Arvanitis, Sebastian Everding, Anja Hazekamp, Arash Saeidi**
au nom du groupe The Left

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) le développement économique des petites exploitations agricoles, telles qu'elles sont déterminées par les États membres. | d) le développement économique ***durable*** des petites exploitations agricoles, telles qu'elles sont déterminées par les États membres. |

Or. en

**Amendement 2817**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) la transmission d'exploitations agricoles existantes à de jeunes agriculteurs.*** |

Or. en

**Amendement 2818**
**Maria Grapini**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) la création de petites exploitations agricoles dirigées par des femmes.*** |

Or. ro

**Amendement 2819**
**Salvatore De Meo**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2 bis. Les États membres peuvent accorder une aide au titre du présent article en faveur de la reprise d'exploitation par de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions fixées par les États membres dans leurs plans respectifs relevant de la PAC, conformément à l'article 2 bis du présent règlement. Le jeune agriculteur qui reprend l'exploitation s'engage à la conserver pendant au moins cinq ans. La reprise d'exploitation doit porter sur la cession d'au moins 75 % de l'exploitation à un parent jusqu'au troisième degré.*** |

Or. it

**Amendement 2820**
**Raffaele Stancanelli, Isabella Tovaglieri, Gilles Pennelle, Valérie Deloge, Mireia Borrás Pabón, Csaba Dömötör, Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2 bis. Les États membres peuvent octroyer une aide au titre du présent article pour la reprise d'exploitations par de jeunes agriculteurs qui remplissent les conditions prévues par les États membres dans leurs plans respectifs relevant de la PAC conformément à l'article 2 bis du présent règlement. Le jeune agriculteur qui reprend l'exploitation s'engage à la conserver pendant au moins cinq ans. La reprise implique la transmission d'au moins 75 % de l'exploitation à un parent jusqu'au troisième degré.*** |

Or. en

**Amendement 2821**
**Herbert Dorfmann**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2 bis. Les États membres veillent à ce que les jeunes agriculteurs bénéficient d'un accès prioritaire à l'ensemble des mesures d'investissement soutenues par la PAC. Lorsque les demandes dépassent les budgets disponibles, la priorité est accordée aux projets présentés par de jeunes agriculteurs.*** |

Or. en

**Amendement 2822**
**Christine Singer, Asger Christensen, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2 bis. Les mesures prévues par le présent article sont mises en œuvre en cohérence avec le «kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs» visé à l'article 16.*** |

Or. en

**Amendement 2823**
**Herbert Dorfmann**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 2 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

| | |
|---|---|
| | ***2 ter. L'intensité de l'aide aux investissements réalisés par les jeunes agriculteurs peut être portée à 80 % des coûts éligibles. Pour les exploitations agricoles situées dans des zones de montagne et dans des zones soumises à des contraintes naturelles permanentes, l'intensité de l'aide peut être portée à 90 % des coûts éligibles.*** |

Or. en

**Amendement 2824**
**Claudiu-Richard Târziu**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Les États membres fixent les conditions concernant la présentation et le contenu d'un plan d'entreprise que les bénéficiaires doivent appliquer afin de recevoir une aide au titre du présent article. | 3. Les États membres fixent les conditions concernant la présentation et le contenu d'un plan d'entreprise que les bénéficiaires doivent appliquer afin de recevoir une aide au titre du présent article***, en veillant à ce que les exigences administratives restent proportionnées à l'ampleur et à la nature de l'investissement et soient simplifiées, en particulier pour les petites exploitations agricoles et les jeunes agriculteurs***. |

Or. en

**Amendement 2825**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Les États membres fixent les conditions concernant la présentation et le | 3. Les États membres fixent les conditions ***et proposent un*** |

| | |
|---|---|
| contenu d'un plan d'entreprise que les bénéficiaires doivent appliquer afin de recevoir une aide au titre du présent article. | ***accompagnement et des outils complets et gratuits*** concernant la présentation et le contenu d'un plan d'entreprise que les bénéficiaires doivent appliquer afin de recevoir une aide au titre du présent article***, y compris des objectifs relatifs à l'intégration d'actions agroenvironnementales et climatiques et/ou de l'agriculture biologique***. |

Or. en

**Amendement 2826**
**Christine Singer, Asger Christensen, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 3 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***3 bis. Les États membres veillent à ce que les exigences relatives au contenu, à la portée et au niveau de détail du plan d'entreprise soient proportionnées et correspondent au montant de l'aide demandée ainsi qu'à la taille et à la structure de l'exploitation concernée.*** |

Or. en

*Justification*

*L'exigence d'un plan d'entreprise est, en principe, justifiée; il convient toutefois de définir des règles claires en matière de proportionnalité et d'accompagnement afin de s'assurer que cela ne constitue pas de facto une barrière à l'entrée, en particulier pour les jeunes agriculteurs et les petites exploitations. Un accompagnement gratuit et indépendant pour l'élaboration du plan d'entreprise constitue un élément essentiel d'un renouvellement effectif et équitable des générations.*

**Amendement 2827**
**Christine Singer, Asger Christensen, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 3 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***3 ter. Les États membres veillent à ce que les bénéficiaires aient accès à un accompagnement gratuit et indépendant pour l'élaboration du plan d'entreprise. Ce soutien peut notamment être apporté par le biais de services de conseil en agriculture dans le cadre des systèmes de connaissances et d'innovation agricoles (SCIA).*** |

Or. en

*Justification*

*L'exigence d'un plan d'entreprise est, en principe, justifiée; il convient toutefois de définir des règles claires en matière de proportionnalité et d'accompagnement afin de s'assurer que cela ne constitue pas de facto une barrière à l'entrée, en particulier pour les jeunes agriculteurs et les petites exploitations. Un accompagnement gratuit et indépendant pour l'élaboration du plan d'entreprise constitue un élément essentiel d'un renouvellement effectif et équitable des générations.*

**Amendement 2828**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 14 - paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de ***300 000*** EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. | 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. ***Ces instruments financiers devraient inclure des prêts sans intérêt pour soutenir l'installation des jeunes, ainsi que des prêts spécifiques pour l'acquisition collective de terrains.*** L'aide est limitée à un montant maximal de ***100 000*** EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires***, veillant à ce que le fardeau de la dette initiale ne compromette pas la viabilité économique de l'exploitation***. ***En outre, l'accès à cette aide doit être couplé avec des mécanismes*** |

***publics de mutualisation et de garantie des risques climatiques, afin que le coût des assurances privées ne constitue pas un obstacle à l'installation. En particulier, les États membres devraient tenir compte des différentes méthodes de production envisagées par les jeunes agriculteurs et les nouveaux agriculteurs et favoriser l'installation d'agriculteurs pratiquant des méthodes de production durables telles que l'agriculture biologique.***

Or. fr

*Justification*

*Le plafond actuel de 100 000 € est suffisant pour soutenir l'installation des jeunes agriculteurs. Le porter à 300 000 € concentrerait les aides sur un nombre limité de grosses exploitations et réduirait le nombre de bénéficiaires, plutôt que de favoriser l'installation d'un plus grand nombre de nouveaux agriculteurs.*

**Amendement 2829**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 14 - paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. | 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux***, en particulier aux agricultrices, en veillant à ce que l'accès à ce soutien n'exclue pas les demandeurs qui n'ont pas accès à des services de conseil en agriculture, ne disposent pas de capacités financières suffisantes ou ne peuvent pas fournir de garanties***. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. ***Plus précisément, les États membres devraient tenir compte des différentes méthodes de production*** |

***envisagées par les jeunes et nouveaux agriculteurs, et encourager l'installation des agriculteurs engagés dans l'agriculture biologique. L'aide inclut les coûts opérationnels éligibles liés à la conception et à la gestion de la subvention, couverts par un financement forfaitaire pouvant atteindre 20 % des coûts directs éligibles. Les États membres veillent à ce que les seuils minimaux de demande soient fixés à un niveau bas afin de faciliter l'accès des petits bénéficiaires, et prévoient également la possibilité de définir des seuils inférieurs.***

Or. en

**Amendement 2830**
**Herbert Dorfmann**

**Proposition de règlement**
**Article 14 - paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. | 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. ***Les montants pourraient être plus élevés pour les agriculteurs qui sont couverts par un régime d'assurance ou par d'autres outils de gestion des risques. Dans le cas d'une exploitation coopérative, en tant que coopérative juridique, d'une entité juridique comparable ou d'une association de personnes physiques ou morales, la limitation s'applique au niveau des membres de ces entités juridiques ou associations, pour autant que les membres participent sur un pied d'égalité à l'exploitation.*** |

Or. en

**Amendement 2831**
**Raffaele Stancanelli, Isabella Tovaglieri, Gilles Pennelle, Valérie Deloge, Mireia Borrás Pabón, Csaba Dömötör, Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 14 - paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. | 4. ***Pour le soutien visé au paragraphe 2,*** les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires.<br>***Pour le soutien visé au paragraphe 2 bis, les États membres octroient l'aide sous la forme de paiements forfaitaires ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 150 000 EUR et peut être différenciée sur la base de critères objectifs et non discriminatoires.*** |

Or. en

**Amendement 2832**
**Carlo Fidanza, Waldemar Buda**

**Proposition de règlement**
**Article 14 - paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. | 4. ***4. Pour le soutien visé au paragraphe 2,*** les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non |

discriminatoires. ***Pour le soutien visé au paragraphe 2 bis, les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 150 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires.***

Or. en

*Justification*

*Les amendements proposés répondent à la nécessité stratégique de faire évoluer les politiques de renouvellement des générations dans le secteur agricole, en complétant le concept traditionnel de «première installation» par l'introduction du concept de «reprise d'exploitation». L'introduction de ce concept transforme la mesure en un outil souple, adapté à la réalité structurelle des exploitations agricoles, qui permet de concilier la transmission des compétences agronomiques traditionnelles et la dynamique essentielle d'innovation en matière de technologie et de gestion apportée par les jeunes générations.*

**Amendement 2833**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. | 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux ***ou de subventions***. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. ***Dans le cas d'une exploitation coopérative, qu'il s'agisse d'une coopérative juridique, d'une entité juridique comparable ou d'une association de personnes physiques ou morales, la limitation s'applique au niveau des membres de ces entités juridiques ou associations, pour autant que les membres participent sur un pied d'égalité à l'exploitation.*** |

Or. es

**Amendement 2834**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 14 - paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ***ou*** d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. | 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, d'une combinaison des deux ***ou de subventions***. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. ***Dans le cas d'une exploitation coopérative, en tant que coopérative juridique, d'une entité juridique comparable ou d'une association de personnes physiques ou morales, la limitation s'applique au niveau des membres de ces entités juridiques ou associations, pour autant que les membres participent sur un pied d'égalité à l'exploitation.*** |

Or. en

**Amendement 2835**
**Claudiu-Richard Târziu**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. ***L'aide est limitée à un*** montant maximal de ***300 000 EUR et peut être différenciée selon des*** critères objectifs ***et non discriminatoires***. | 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. ***Les États membres peuvent fixer le*** montant maximal de ***l'aide sur la base de*** critères objectifs***, en tenant compte des circonstances nationales, des*** |

| | |
|---|---|
| | ***coûts de production et de l'objectif de l'intervention. Les États membres peuvent accorder une aide supplémentaire aux jeunes agriculteurs qui s'installent dans des zones soumises à des contraintes naturelles, dans des régions frontalières, dans des zones de montagne ou dans des régions confrontées à un déclin démographique, ainsi qu'aux investissements contribuant à la sécurité alimentaire, à l'innovation ou à la résilience au changement climatique.*** |

Or. en

**Amendement 2836**
**Salvatore De Meo**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 4**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 4. Les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. | 4. ***Concernant l'aide visée au paragraphe 2,*** les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 300 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires. |

Or. it

**Amendement 2837**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Camilla Laureti**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 4 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***4 bis. Pour le soutien visé au*** |

***paragraphe 2, point (a bis), les États membres octroient l'aide sous la forme d'un montant forfaitaire ou d'instruments financiers, ou d'une combinaison des deux. L'aide est limitée à un montant maximal de 150 000 EUR et peut être différenciée selon des critères objectifs et non discriminatoires.***

Or. en

**Amendement 2838**
**Carlo Fidanza, Waldemar Buda**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 4 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***4 bis. Les États membres veillent à ce que les demandes d'aide qui ont été présentées mais qui ne sont pas éligibles à un financement puissent être réintroduites sans restriction de délai, conformément aux critères adoptés par l'État membre pour définir un jeune agriculteur.*** |

Or. en

*Justification*

*Cet amendement vise à garantir une plus grande souplesse pour le renouvellement des générations.*

**Amendement 2839**
**Salvatore De Meo**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – alinéa 4 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***4 bis. Les États membres veillent à ce que les demandes d'aide présentées et non*** |

***retenues puissent être réintroduites sans restriction de délai, dans le respect des critères adoptés par l'État membre pour la définition du jeune agriculteur.***

Or. it

*Justification*

*Cet amendement vise à garantir une plus grande flexibilité en matière de renouvellement des générations.*

**Amendement 2840**
**Raffaele Stancanelli, Isabella Tovaglieri, Gilles Pennelle, Valérie Deloge, Mireia Borrás Pabón, Csaba Dömötör, Tomáš Kubín, Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 4 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***4 bis. Les États membres veillent à ce que les demandes d'aide présentées qui n'ont pas été retenues pour un financement puissent être réintroduites sans restriction de délai, sous réserve des critères fixés par l'État membre pour définir un jeune agriculteur.*** |

Or. en

**Amendement 2841**
**Jérémy Decerle, Laurence Farreng, Stéphanie Yon-Courtin, Grégory Allione, Pascal Canfin**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 4 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***4 bis. Les demandes présentées par les agriculteurs au titre du présent article et qui relèvent également du champ d'application du régime visé à l'article 17 bis sont prioritaires*** |

Or. en

**Amendement 2842**
**Christine Singer, Asger Christensen, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 4 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***4 bis. Les États membres définissent les qualifications minimales requises pour bénéficier des aides au titre du présent article, visées à l'article 16, paragraphe 3.*** |

Or. en

*Justification*

*Une formation agricole devrait être considérée comme une condition préalable essentielle à la bonne gestion d'une exploitation agricole sur le long terme. Les connaissances acquises par le biais d'une telle formation aident les chefs d'exploitation agricole à prendre des décisions éclairées. Par conséquent, nous estimons que la formation agricole formelle constitue une condition d'admissibilité indispensable pour bénéficier d'une aide destinée aux jeunes agriculteurs.*

**Amendement 2843**
**Alexander Bernhuber**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 4 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***4 bis. 5. Les États membres définissent les qualifications minimales requises pour bénéficier des aides au titre du présent article, visées à l'article 16, paragraphe 3.*** |

Or. en

*Justification*

*Une formation agricole devrait être considérée comme une condition préalable essentielle à la bonne gestion d'une exploitation agricole sur le long terme. Les connaissances acquises par le biais d'une telle formation aident les chefs d'exploitation agricole à prendre des*

*décisions éclairées. Par conséquent, nous estimons que la formation agricole formelle constitue une condition d'admissibilité indispensable pour bénéficier d'une aide destinée aux jeunes agriculteurs.*

**Amendement 2844**
**Carlo Fidanza, Waldemar Buda**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 4 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***4 ter. Les États membres veillent à ce que les demandes visées au paragraphe 2, point (a), soient traitées et clôturées dans un délai de douze mois à compter de la date limite de dépôt des demandes d'aide concernées, et à ce que le paiement soit effectué dans les douze mois suivants.*** |

Or. en

*Justification*

*Amendement visant à garantir des délais fixes pour les procédures régissant l'affectation des ressources destinées au renouvellement des générations.*

**Amendement 2845**
**Salvatore De Meo**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 4 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***4 ter. Les États membres veillent à ce que les demandes visées au paragraphe 2, point a), soient instruites et clôturées dans un délai de 12 mois à compter de la date limite de dépôt des demandes d'aide correspondantes, et à ce que le paiement soit effectué dans les 12 mois suivants.*** |

Or. it

*Justification*

*Amendement visant à garantir des délais précis dans les procédures d'attribution des ressources destinées au renouvellement des générations.*

**Amendement 2846**
**Raffaele Stancanelli, Isabella Tovaglieri, Gilles Pennelle, Valérie Deloge, Mireia Borrás Pabón, Csaba Dömötör, Tomáš Kubín, Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 14 – paragraphe 4 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***4 ter. Les États membres veillent à ce que les demandes visées au paragraphe 2, point (a), soient traitées et fassent l'objet d'une décision dans un délai de douze mois à compter de la date limite de dépôt des demandes d'aide, et à ce que le paiement soit effectué dans les douze mois suivants.*** |

Or. en

**Amendement 2847**
**Krzysztof Hetman**

**Proposition de règlement**
**Article 14 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 14 bis*** |
| | ***Soutien aux agriculteurs actifs et aux groupes d'agriculteurs participant aux systèmes de qualité de l'Union européenne, aux systèmes de certification de l'agriculture biologique et aux régimes de qualité alimentaire nationaux;*** |
| | ***Les États membres peuvent accorder un soutien aux agriculteurs actifs et aux groupes d'agriculteurs qui participent pour la première fois ou qui continuent à*** |

***participer à:***

***a) des systèmes de qualité de l'Union établis en vertu du règlement (UE) nº 1151/2012 (appellation d'origine protégée, indication géographique protégée, spécialité traditionnelle garantie, produit de montagne) ainsi qu'en vertu des dispositions sectorielles relatives au vin et aux spiritueux;***

***b) des systèmes de certification de l'agriculture biologique sur la base du règlement (UE) 2018/848;***

***c) des régimes de qualité alimentaire nationaux reconnus par l'État membre comme répondant aux critères définis à l'article 16, paragraphe 1, point b), du règlement (UE) nº 1305/2013 ou de la disposition qui le remplace.***

***2. Le soutien visé au paragraphe 1 peut couvrir les coûts d'adhésion à un système de qualité, les frais annuels de participation, y compris les frais de contrôle et de certification exigés par le système concerné, ainsi que les coûts des actions d'information et de promotion sur le marché intérieur en ce qui concerne les produits couverts par ces systèmes.***

***3. Un soutien au titre du présent article peut également être accordé pour la création de groupements de producteurs ayant pour objectif de présenter conjointement des demandes d'enregistrement de nouvelles appellations dans le cadre des systèmes de qualité visés au paragraphe 1, point a).***

Or. pl

**Amendement 2848**
**Salvatore De Meo**

**Proposition de règlement**
**Article 14 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 14 bis*** |
| | ***Aide à la cession de l'exploitation à un jeune agriculteur*** |
| | ***L'agriculteur qui atteint l'âge de la retraite fixé par la législation nationale et/ou qui perçoit une pension de retraite et qui cède son exploitation à un jeune agriculteur bénéficiant d'une aide au titre de l'article 14, paragraphe 2, point a), ou qui cède l'intégralité de son exploitation conformément à l'article 14, paragraphe 2 bis (NOUVEAU), se voit octroyer une aide pouvant aller jusqu'à 35 000 EUR.*** |

Or. it

*Justification*

*Le renouvellement des générations dans l'agriculture est manifestement entravé par des obstacles à l'entrée importants et désormais structurels, tels que l'accès à la terre et au crédit. En ce qui concerne le premier point, cela s'explique également par la réticence des agriculteurs, souvent plus âgés, à céder leur exploitation. Il s'agit d'un problème complexe qui touche aux aspects sociaux et économiques du processus de renouvellement des générations. Il semble opportun de prévoir une mesure visant à favoriser la cession des exploitations agricoles à de jeunes agriculteurs, en accordant également une forme d'aide au cédant.*

**Amendement 2849**
**Carlo Fidanza, Waldemar Buda**

**Proposition de règlement**
**Article 14 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 14 bis*** |
| | ***Article 14 bis - Aide à la transmission d'une exploitation agricole à un jeune agriculteur*** |
| | ***1. Un agriculteur qui atteint l'âge de la retraite fixé par la législation nationale et/ou qui perçoit une pension de retraite, et qui transmet son exploitation à un*** |

***jeune agriculteur bénéficiant d'une aide au titre de l'article 14, paragraphe 2, point (a), ou qui cède l'intégralité de son exploitation conformément à l'article 14, paragraphe 2 bis (NOUVEAU), bénéficie d'une aide pouvant aller jusqu'à 35 000 EUR.***

Or. en

*Justification*

*Le renouvellement des générations dans le secteur agricole est manifestement entravé par des barrières majeures, et désormais structurelles, à l'entrée, tels que l'accès à la terre et au crédit. En ce qui concerne le premier point, un autre facteur à prendre en compte est la réticence des agriculteurs, souvent âgés, à céder leurs exploitations. Il s'agit d'une question complexe qui touche à la fois aux aspects sociaux et économiques du processus de transition générationnelle. Il semblerait opportun de mettre en place une mesure visant à encourager la transmission des exploitations agricoles aux jeunes agriculteurs, tout en apportant une forme de soutien au cédant.*

**Amendement 2850**
**Raffaele Stancanelli, Isabella Tovaglieri, Gilles Pennelle, Valérie Deloge, Mireia Borrás Pabón, Csaba Dömötör, Tomáš Kubín, Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 14 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 14 bis*** |
| | ***Aide à la transmission d'une exploitation agricole à un jeune agriculteur*** |
| | ***Les États membres peuvent octroyer une aide forfaitaire aux agriculteurs qui atteignent l'âge de la retraite fixé par la législation nationale et/ou qui perçoivent une pension de vieillesse, pour la cession de leur exploitation à un jeune agriculteur bénéficiant d'une aide au titre de l'article 14, paragraphe 2, point (a).*** |

Or. en

**Amendement 2851**
**Gilles Pennelle, Marie Dauchy, Raffaele Stancanelli, Valérie Deloge**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: | Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales***, tout en veillant à ce que cette stratégie contribue au maintien de la capacité de production du secteur agricole ainsi qu'à la sécurité et à la souveraineté alimentaires de l'Union***. La stratégie comprend: |

Or. fr

**Amendement 2852**
**Benoit Cassart, Christine Singer, Barry Cowen, Ciaran Mullooly, Asger Christensen**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: | Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture***, au niveau national ou, le cas échéant, régional pour tenir compte de la structure constitutionnelle et institutionnelle de l'État membre concerné,*** afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: |

Or. en

**Amendement 2853**
**Claudiu-Richard Târziu**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: | Les États membres établissent dans leur plan PNR***, après consultation préalable des États membres ainsi que des organismes reconnus et des parties intéressées de chaque État membre,*** une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: |

Or. en

*Justification*

*Les amendements renforcent l'objectif du renouvellement des générations, tout en respectant le principe de subsidiarité et la diversité des structures agricoles au sein de l'Union. Ils garantissent que les stratégies nationales s'attachent à lever les obstacles concrets auxquels sont confrontés les jeunes agriculteurs et les nouveaux agriculteurs, notamment en matière d'accès au financement, aux connaissances et à l'innovation, tout en favorisant la transmission intergénérationnelle des exploitations agricoles.*

**Amendement 2854**
**Barry Cowen, Asger Christensen, Emma Wiesner, Michal Wiezik, Christine Singer, Elsi Katainen, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les | Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les |

| | |
|---|---|
| jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: | jeunes agriculteurs ***et facilitant la fin de carrière des agriculteurs qui atteignent l'âge légal de départ à la retraite,*** au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: |

Or. en

**Amendement 2855**
**Cristina Maestre, Elena Sancho Murillo**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Les États membres établissent dans leur plan ***PNR*** une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: | Les États membres établissent dans leur plan ***national et régional relevant de la PAC, en étroite collaboration avec des jeunes agriculteurs et des organisations de jeunesse rurales,*** une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: |

Or. en

**Amendement 2856**
**Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent | Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer ***l'accompagnement des cédants et*** l'efficacité et la cohérence des |

règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend:

interventions ciblant les jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend:

Or. fr

**Amendement 2857**
**Emma Wiesner, Jérémy Decerle, Asger Christensen, Christine Singer, Barry Cowen**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: | Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture***, axée également sur les nouveaux entrants dans le secteur,*** afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: |

Or. en

**Amendement 2858**
**Carmen Crespo Díaz, Elena Nevado del Campo, Juan Ignacio Zoido Álvarez**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Les États membres ***établissent*** dans leur plan PNR une stratégie sur le renouvellement des générations ***dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les*** jeunes agriculteurs ***au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales***. La stratégie comprend: | Les États membres***, en collaboration avec les régions, élaborent*** dans leurs plans PNR une stratégie sur le renouvellement des générations ***qui aborde de manière intégrée les questions de l'accès à la terre, de la succession des exploitations, de la propriété partagée et de l'intégration de*** jeunes agriculteurs ***et agricultrices***. La stratégie comprend: |

Or. es

**Amendement 2859**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Camilla Laureti**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Les États membres établissent dans leur plan ***PNR*** une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: | Les États membres établissent dans leur plan ***national et régional relevant de la PAC*** une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: |

Or. en

**Amendement 2860**
**Paulo do Nascimento Cabral, Ana Miguel Pedro, Sérgio Humberto, Paulo Cunha, Sebastião Bugalho**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| Les États membres établissent ***dans leur plan PNR*** une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: | Les États membres établissent une stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les jeunes agriculteurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend: |

Or. pt

**Amendement 2861**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE
**Ana Miranda Paz**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole; | a) une évaluation de la situation ***socio-économique et*** démographique actuelle ***à laquelle sont confrontés les nouveaux entrants, en particulier les femmes et les agriculteurs sans terre, les petits et moyens exploitants agricoles, les jeunes agriculteurs, les migrants arrivant dans la région et les ouvriers agricoles,*** dans le secteur agricole ***et dans les économies des zones rurales***; ***les États membres accordent une attention particulière aux secteurs en expansion et font une distinction entre les méthodes de production agricole conventionnelles et biologiques;*** |

Or. en

**Amendement 2862**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole; | a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole***, en particulier en examinant les secteurs en croissance et en différenciant les méthodes de production entre l'agriculture conventionnelle et biologique, ainsi qu'en tenant compte de la diversité des situations aux échelles régionales***; |

Or. fr

**Amendement 2863**
**Luke Ming Flanagan, Konstantinos Arvanitis, Sebastian Everding, Anja Hazekamp, Arash Saeidi**
au nom du groupe The Left

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole; | a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole***, portant plus particulièrement sur les secteurs en expansion et établissant une distinction entre les méthodes de production agricole conventionnelles et biologiques***;; |

Or. en

**Amendement 2864**
**Claudiu-Richard Târziu**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole; | a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole***, notamment des disparités régionales, des pénuries de main-d'œuvre et des difficultés structurelles qui pèsent sur la pérennité de la production agricole***; |

Or. en

**Amendement 2865**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole; | a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole***, y compris les disparités territoriales et structurelles***; |

Or. es

**Amendement 2866**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole; | a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole***, notamment des disparités territoriales et structurelles***; |

Or. en

**Amendement 2867**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole; | a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole***, notamment des disparités territoriales et structurelles***; |

Or. en

**Amendement 2868**
**Emma Wiesner, Barry Cowen, Christine Singer**

**Proposition de règlement**

**Article 15 – alinéa 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole; | a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur agricole***, y compris une analyse de genre***; |

Or. en

**Amendement 2869**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que ***des propositions d'initiatives et de mesures*** nationales pour les surmonter; | b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs***, notamment l'absence de garantie permettant de vivre dignement de son travail, la concentration foncière et la financiarisation, la spéculation, l'endettement et les difficultés d'accès aux moyens de production,*** ainsi que ***les initiatives*** nationales ***proposées et les mesures*** pour les surmonter***, telles que des outils de régulation du transfert d'actions***; |

Or. fr

**Amendement 2870**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; | b) le recensement des barrières à l'entrée***, notamment les conditions du marché, l'accès à la terre, aux capitaux et aux ressources naturelles ainsi que la*** |

***qualité de vie en milieu rural,*** pour les jeunes agriculteurs***, en accordant une attention particulière aux obstacles rencontrés par les jeunes agricultrices et à l'identification des barrières à l'entrée propres à la production biologique,*** ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales ***et transfrontières*** pour les surmonter;

Or. en

**Amendement 2871**
**Carmen Crespo Díaz, Elena Nevado del Campo, Juan Ignacio Zoido Álvarez**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; | b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ***qui tienne compte du manque de capitaux propres, des difficultés d'accès au crédit, aux assurances agricoles, aux services techniques et aux mesures de soutien à la compétitivité,*** ainsi que ***du déficit hydrique, nécessitant dès lors*** des propositions d'initiatives et de mesures nationales ***et régionales*** pour les surmonter; |

Or. es

**Amendement 2872**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de | b) le recensement des barrières à l'entrée ***et à la rétention*** pour les jeunes agriculteurs***, y compris l'accès à la terre,*** |

| | |
|---|---|
| mesures nationales pour les surmonter; | ***au capital, aux connaissances, aux services de conseil et aux outils de gestion des risques, et les inégalités de genre, et des barrières à la sortie pour les agriculteurs existants,*** ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; |

Or. en

**Amendement 2873**
**Jessika van Leeuwen, Sander Smit, Céline Imart**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; | b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; ***cela inclut les barrières liées à l'accès à la terre, au capital, aux connaissances, aux technologies numériques, aux services de conseil, à l'innovation et à la constitution d'une famille;*** |

Or. en

**Amendement 2874**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) ***le recensement*** des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; | b) ***l'identification*** des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter***, y compris l'accès à la terre, aux capitaux, aux connaissances, aux services de conseil et aux outils de gestion des*** |

***risques***;

Or. es

**Amendement 2875**
**Claudiu-Richard Târziu**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; | b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives ***nationales, notamment en matière d'accès à la terre, au financement, au crédit, à l'innovation, aux services de conseil, à la formation, aux technologies numériques et à la transmission intergénérationnelle,*** et de mesures pour les surmonter; |

Or. en

**Amendement 2876**
**Gilles Pennelle, Marie Dauchy, Raffaele Stancanelli, Tomáš Kubín, Valérie Deloge**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; | b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs***, notamment en ce qui concerne l'accès à la terre, au financement, à la succession agricole et à la stabilité des revenus,*** ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; |

Or. fr

**Amendement 2877**

**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Maria Noichl, Camilla Laureti, Heléne Fritzon**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; | b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs***, y compris une distinction entre les méthodes de production conventionnelles et biologiques,*** ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; |

Or. en

**Amendement 2878**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; | b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter***, notamment en ce qui concerne l'accès à la terre, aux capitaux, aux connaissances, aux services de conseil et aux outils de gestion des risques***; |

Or. en

**Amendement 2879**
**Pekka Toveri**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; | b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter***, et des mesures visant à faciliter la coopération intergénérationnelle***; |

Or. en

**Amendement 2880**
**Céline Imart, Nina Carberry**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; | b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs***, des obstacles au départ des agriculteurs en activité,*** ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; |

Or. fr

**Amendement 2881**
**Barry Cowen, Asger Christensen, Emma Wiesner, Michal Wiezik, Christine Singer, Elsi Katainen, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; | b) le recensement des barrières à l'entrée ***et à la rétention*** pour les jeunes agriculteurs***, et des barrières à la sortie pour les agriculteurs existants,*** ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter |

Or. en

**Amendement 2882**
**Luke Ming Flanagan, Konstantinos Arvanitis, Sebastian Everding, Anja Hazekamp, Arash Saeidi**
au nom du groupe The Left

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; | b) le recensement des barrières à l'entrée pour les jeunes agriculteurs***, en particulier pour les agricultrices,*** ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter; |

Or. en

**Amendement 2883**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Maria Noichl, Camilla Laureti, Heléne Fritzon**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point b bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***b bis) une évaluation des besoins des jeunes agriculteurs en matière d'innovation et de transition numérique, notamment de technologies qui contribuent à la réalisation des objectifs environnementaux et climatiques;*** |

Or. en

**Amendement 2884**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| c) une description de la manière dont le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs visé à l'article 16 sera utilisé dans le contexte national; | c) une description de la manière dont le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs visé à l'article 16 sera utilisé dans le contexte national ***ou régional, y compris de sa contribution à des modèles d'entreprise durables, à la stabilité des revenus et à la résilience***; |

Or. en

**Amendement 2885**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| c) une description de la manière dont le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs visé à l'article 16 sera utilisé dans le contexte national; | c) une description de la manière dont le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs visé à l'article 16 sera utilisé dans le contexte national***, ainsi que de sa contribution aux objectifs nationaux en matière de terres agricoles en production biologique***; |

Or. en

**Amendement 2886**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| c) une description de la manière dont le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs visé à l'article 16 sera utilisé dans le contexte national; | c) une description de la manière dont le kit de démarrage pour les jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs visé à l'article 16 sera utilisé dans le contexte national ***et dans sa déclinaison régionale***; |

Or. fr

**Amendement 2887**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Maria Noichl, Camilla Laureti, Heléne Fritzon**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| c) une description de la manière dont le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs visé à l'article 16 sera utilisé dans le contexte national; | c) une description de la manière dont le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs visé à l'article 16 sera utilisé dans le contexte national ***ou régional***; |

Or. en

**Amendement 2888**
**Benoit Cassart, Christine Singer, Barry Cowen, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR. | d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR ***et des mesures nationales telles que la possibilité pour les États membres d'accorder la priorité aux jeunes agriculteurs lors de l'attribution, de la location ou de la vente de terres agricoles appartenant aux pouvoirs publics, ainsi que des incitations fiscales comme une réduction des droits de succession sur les terres louées à des agriculteurs dans le cadre d'un bail emphytéotique***. |

Or. en

**Amendement 2889**
**Carmen Crespo Díaz, Elena Nevado del Campo, Juan Ignacio Zoido Álvarez**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR**.** | d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR, ***ainsi que d'autres instruments financiers mis à disposition par l'Union européenne ou les États membres pour soutenir l'innovation et l'entrepreneuriat des jeunes agriculteurs dans les zones rurales;*** |

Or. es

**Amendement 2890**
**Barry Cowen, Asger Christensen, Emma Wiesner, Michal Wiezik, Christine Singer, Elsi Katainen, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR. | d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR**,** ***notamment entre les mesures visant à favoriser l'entrée des jeunes et nouveaux agriculteurs dans le secteur et celles visant à faciliter la fin de carrière des agriculteurs qui atteignent l'âge de la retraite***. |

Or. en

**Amendement 2891**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**

**Article 15 – alinéa 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR. | d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR ***ainsi qu'avec d'autres instruments nationaux et de l'Union pertinents en faveur du développement rural et de l'innovation***. |

Or. es

**Amendement 2892**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR. | d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR ***ainsi qu'avec d'autres instruments nationaux et de l'Union pertinents en faveur du développement rural et de l'innovation***. |

Or. en

**Amendement 2893**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR. | d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR ***ainsi qu'avec d'autres instruments nationaux et de l'Union pertinents en*** |

| | |
|---|---|
| | ***faveur du développement rural et de l'innovation***. |

Or. en

**Amendement 2894**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR. | d) des synergies ***et des compromis*** entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan PNR. |

Or. en

**Amendement 2895**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Camilla Laureti**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan ***PNR***. | d) des synergies entre les mesures contribuant au renouvellement des générations énoncées dans le plan ***national et régional relevant de la PAC***. |

Or. en

**Amendement 2896**
**Sakis Arnaoutoglou**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d – sous-point i (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***i) intègrent des mesures spécifiques visant à renforcer la participation des femmes dans le secteur primaire, au moyen d'incitations supplémentaires à l'installation, d'un accès au financement, de formations et d'un soutien à l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales.*** |

Or. el

**Amendement 2897**
**André Franqueira Rodrigues**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) des mesures visant à faciliter la transmission volontaire d'exploitations agricoles, le transfert progressif des exploitations, la coopération intergénérationnelle et l'accès à des services de conseil indépendants, tout en veillant à ce que les agriculteurs ayant atteint l'âge de la retraite et continuant d'exercer une activité agricole effective ne soient pas automatiquement exclus du bénéfice des aides au seul motif qu'ils perçoivent une pension de retraite.*** |

Or. pt

*Justification*

*Le renouvellement des générations doit être encouragé par des mesures incitatives positives, des conseils et des mécanismes de transmission progressifs. Les agriculteurs plus âgés qui continuent d'exercer une activité agricole effective contribuent souvent à la production, à la gestion du territoire et au dynamisme des zones rurales, en particulier dans les régions touchées par le vieillissement de la population et l'abandon de l'agriculture.*

**Amendement 2898**

**Daniel Buda, Dan-Ştefan Motreanu**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) les mesures visant à atteindre les ambitions relatives au renouvellement des générations dans l'agriculture prévues par le [règlement établissant un cadre de suivi des dépenses et de performance pour le budget et d'autres règles horizontales applicables aux programmes et activités de l'Union]; la définition d'objectifs complémentaires quantifiables au niveau national ou régional et les mesures visant à les atteindre;*** |

Or. ro

**Amendement 2899**
**Arash Saeidi, Luke Ming Flanagan, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) une évaluation de l'accès aux services publics locaux et ruraux, qui sont essentiels pour l'établissement des familles, y compris des propositions visant à assurer l'accès aux soins de santé, aux transports et aux structures d'accueil pour les enfants, tout en intégrant des objectifs stricts d'égalité entre les sexes et de soutien à l'installation des femmes;*** |

Or. fr

**Amendement 2900**
**Christine Singer, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**

**Article 15 – alinéa 1 – sous-alinéa 1 (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Les États membres tiennent compte des barrières propres au genre auxquelles sont confrontées les femmes dans le cadre du renouvellement des générations, en particulier lorsque l'entrée dans le secteur agricole ou l'installation en tant que chef d'exploitation a été retardée en raison d'une grossesse, de la maternité, d'un congé parental, de responsabilités familiales ou d'interruptions de carrière justifiées comparables.*** |

Or. en

**Amendement 2901**
**Asger Christensen**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) une évaluation des besoins spécifiques des jeunes agriculteurs en matière d'innovation et de transition numérique, une attention particulière étant portée aux technologies qui augmentent l'efficacité de la main-d'œuvre, améliorent les résultats en matière de bien-être, soutiennent la réalisation des objectifs environnementaux et climatiques, et renforcent l'attractivité du secteur pour les nouveaux entrants;*** |

Or. en

**Amendement 2902**
**Jessika van Leeuwen, Sander Smit, Céline Imart**

**Proposition de règlement**

**Article 15 – alinéa 1 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) des mesures visant à améliorer l'attractivité des zones rurales pour les jeunes agriculteurs et leurs familles, notamment en matière d'accès à des services de garde d'enfants, aux soins de santé, à l'éducation, à un logement décent, à la connectivité numérique et à d'autres services essentiels;*** |

Or. en

**Amendement 2903**
**Jérémy Decerle, Benoit Cassart, Laurence Farreng, Stéphanie Yon-Courtin, Grégory Allione, Pascal Canfin**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) une dotation budgétaire destinée aux différentes mesures prévues dans la stratégie, équivalant au total à au moins 10 % du budget alloué chaque année à la politique agricole commune;*** |

Or. en

**Amendement 2904**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) des synergies avec d'autres politiques nationales visant à favoriser la reprise et la transmission des exploitations agricoles, notamment les aides fiscales;*** |

Or. en

**Amendement 2905**
**Claudiu-Richard Târziu**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) (e) des mesures visant à simplifier les procédures administratives ainsi qu'à améliorer l'accès des jeunes agriculteurs et des nouveaux agriculteurs aux aides de la PAC;*** |

Or. en

**Amendement 2906**
**Barry Cowen, Asger Christensen, Emma Wiesner, Christine Singer, Elsi Katainen, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) (e) des synergies avec d'autres politiques nationales, notamment des mesures fiscales, visant à faciliter la transmission d'exploitations agricoles.*** |

Or. en

**Amendement 2907**
**Barry Cowen, Asger Christensen, Emma Wiesner, Michal Wiezik, Charles Goerens, Christine Singer, Elsi Katainen, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

***d ter) f) une évaluation des obstacles spécifiques auxquels sont confrontées les femmes dans les zones rurales et les agricultrices, notamment en ce qui concerne l'accès à la terre, au financement, à la formation, aux outils numériques, aux services de conseil et la participation aux chaînes de valeur, afin de soutenir le renouvellement des générations, la viabilité économique des exploitations agricoles et la cohésion territoriale;***

Or. en

**Amendement 2908**
**Arash Saeidi, Luke Ming Flanagan, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d ter) un plan de prévention et de protection de la santé des jeunes agriculteurs contre les risques professionnels et psychosociaux, incluant des mesures d'accompagnement pour accélérer la libération des pesticides synthétiques et assurer l'accès aux soins de santé au travail.*** |

Or. fr

**Amendement 2909**
**Claudiu-Richard Târziu**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d ter) f) des mesures visant à favoriser la transmission intergénérationnelle des exploitations agricoles, des connaissances*** |

***et des compétences, dans le respect des cadres juridiques nationaux en matière de droits de succession et de propriété.***

Or. en

**Amendement 2910**
**Arash Saeidi, Luke Ming Flanagan, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 – point d quater (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d quater) une évaluation des besoins spécifiques des jeunes agriculteurs en matière d'innovation et de numérisation, avec une attention particulière aux technologies qui améliorent l'efficacité du travail, améliorent les résultats en matière de bien-être animal, soutiennent les objectifs environnementaux et climatiques, et renforcer l'attractivité du secteur pour les nouveaux entrants;*** |

Or. fr

**Amendement 2911**
**Carmen Crespo Díaz, Elena Nevado del Campo, Juan Ignacio Zoido Álvarez**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***La nouvelle stratégie de renouvellement des générations devrait mettre l'accent sur la création de nouveaux instruments financiers permettant d'accorder davantage d'exonérations et d'incitations fiscales, des prêts à faible taux d'intérêt et des régimes de garantie des crédits agricoles. Ces aides devraient également servir à financer des instruments pour l'agriculture de précision, les services de*** |

***conseil et la formation.***

***Il convient également d'encourager les nouvelles possibilités de modèles économiques durables grâce à la numérisation, à la bioéconomie, à la diversification et à l'utilisation efficace de l'eau. Tout cela doit avoir pour objectif d'améliorer la rentabilité des jeunes agriculteurs.***

Or. es

**Amendement 2912**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Maria Noichl, Camilla Laureti**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***La Commission évalue l'efficacité de la stratégie des États membres sur le renouvellement des générations dans l'agriculture au moins six mois avant l'examen à mi-parcours. Les États membres peuvent, le cas échéant, apporter des modifications à la stratégie en fonction des résultats du suivi.*** |

Or. en

**Amendement 2913**
**Ciaran Mullooly, Christine Singer**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Les États membres démontrent que les interventions de la PAC contribuent au renouvellement des générations en augmentant le nombre de jeunes*** |

***agriculteurs et de nouveaux entrants, en facilitant la transmission des exploitations agricoles et en améliorant l'accès à la terre et aux investissements.***

Or. en

**Amendement 2914**
**Daniel Buda, Dan-Ştefan Motreanu**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2) Les États membres surveillent chaque année l'efficacité de la stratégie nationale sur le renouvellement des générations dans l'agriculture en fonction des objectifs quantifiables définis au paragraphe 1, point e).*** |

Or. ro

**Amendement 2915**
**Ciaran Mullooly, Benoit Cassart**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Les États membres prévoient dans leur stratégie de renouvellement des générations des mesures spécifiques visant à encourager et à soutenir les femmes qui s'installent sur une exploitation agricole ou qui gèrent ou reprennent une exploitation. Ces mesures favorisent l'égalité d'accès au soutien financier, à l'aide à l'investissement, à la terre, aux services de conseil, à l'éducation et à la formation, aux programmes d'innovation, aux services de garde d'enfants et aux mesures favorisant*** |

***un équilibre approprié entre vie professionnelle et vie privée, y compris les dispositions relatives à la maternité et à la paternité, conformément à la législation nationale.***

Or. en

*Justification*

*Les femmes jouent un rôle essentiel dans la durabilité économique, sociale et environnementale des communautés rurales. La suppression des barrières à l'entrée, à la propriété, à la transmission et à l'exercice du leadership permettra de renforcer le renouvellement des générations et d'améliorer la résilience, la compétitivité et la sécurité alimentaire à long terme de l'agriculture européenne.*

**Amendement 2916**
**Carmen Crespo Díaz, Elena Nevado del Campo, Juan Ignacio Zoido Álvarez**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Les États membres peuvent prévoir, dans la stratégie, des mécanismes permettant d'accorder une avance sur la subvention aux jeunes agriculteurs qui en font la demande, cette avance pouvant atteindre 50 % du montant total de l'aide.*** |

Or. es

*Justification*

*La incorporación de jóvenes agricultores exige una elevada inversión inicial y una disponibilidad inmediata de liquidez, especialmente durante las primeras fases de establecimiento de la explotación. Permitir que los Estados miembros concedan un adelanto de hasta el 50 % de la ayuda facilita el acceso real a la actividad agraria, reduce las barreras financieras de entrada y evita que la falta de recursos iniciales comprometa la viabilidad de nuevos proyectos. Esta medida refuerza el relevo generacional, mejora la capacidad de inversión de los jóvenes agricultores y contribuye a garantizar la continuidad del tejido productivo agrario en las zonas rurales.*

**Amendement 2917**

**Daniel Buda, Dan-Ştefan Motreanu**

**Proposition de règlement**
**Article 15 – alinéa 1 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***3) Les États membres peuvent modifier la stratégie nationale sur le renouvellement des générations dans l'agriculture en fonction des résultats de la surveillance prévue au paragraphe 2 ou dans d'autres cas justifiés.*** |

Or. ro

**Amendement 2918**
**Wouter Beke, Pascal Arimont**

**Proposition de règlement**
**Article 15 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 15 bis*** |
| | ***Les États membres intègrent dans leurs plans de partenariat nationaux et régionaux une évaluation des besoins spécifiques des femmes, des exploitations agricoles familiales et d'autres groupes cibles du secteur agricole, ainsi qu'une stratégie définissant les mesures visant à répondre à ces besoins.*** |

Or. en

**Amendement 2919**
**Gilles Pennelle, Marie Dauchy, Valérie Deloge**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Le kit de démarrage pour les jeunes | 1. ***Conformément à la stratégie pour*** |

| | |
|---|---|
| agriculteurs comprend un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes***, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15:*** | ***le renouvellement générationnel dans l'agriculture visée à l'article 15,*** le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs comprend un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes***. Les États membres veillent à ce que ces mesures accordent la priorité aux jeunes agriculteurs déjà installés ou en cours d'installation et qui exercent une activité agricole.*** |

Or. fr

**Amendement 2920**
**Marion Walsmann, Oliver Schenk, Alexandra Mehnert, Ilia Lazarov**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs comprend un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: | 1. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs comprend un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15***, que le bénéficiaire soit une personne physique ou morale et quelle que soit la forme d'organisation sous laquelle l'exploitation est gérée dans le cadre du renouvellement des générations***: |

Or. en

**Amendement 2921**
**Paulo do Nascimento Cabral, Ana Miguel Pedro, Sérgio Humberto, Paulo Cunha, Sebastião Bugalho**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs comprend un ensemble de | 1. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs***, qui*** comprend un ensemble de |

| | |
|---|---|
| mesures parmi les mesures suivantes, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: | mesures parmi les mesures suivantes, ***est établi par les États membres*** conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: |

Or. pt

**Amendement 2922**
**Tomáš Kubín, Barbara Bonte, Valérie Deloge, Gilles Pennelle**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. ***Le*** kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs comprend un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: | 1. ***Les États membres mettent en place un*** kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs***, qui*** comprend un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: |

Or. en

**Amendement 2923**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs comprend un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: | 1. Le kit de démarrage pour les jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs comprend un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: |

Or. fr

**Amendement 2924**
**Marta Wcisło**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs comprend un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: | 1. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs comprend un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15***, notamment***: |

Or. en

**Amendement 2925**
**Marta Wcisło**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs ***comprend*** un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: | 1. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs ***peut comprendre*** un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: |

Or. en

**Amendement 2926**
**Krzysztof Hetman**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs ***comprend un ensemble de*** | 1. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs ***peut comprendre des*** mesures, |

| | |
|---|---|
| mesures ***parmi les mesures suivantes***, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: | conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15***,*** ***notamment***: |

Or. en

**Amendement 2927**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – partie introductive**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. ***Le*** kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs ***comprend un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes***, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: | 1. ***Les États membres mettent en place un*** kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans l'agriculture visée à l'article 15: |

Or. en

*Justification*

*Cet amendement précise que les États membres sont tenus de mettre en place un kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs.*

**Amendement 2928**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***a) aide à l'installation des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 14;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2929**

**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***a) aide à l'installation des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 14;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2930**
**Benoit Cassart, Christine Singer, Michael McNamara, Ciaran Mullooly, Asger Christensen**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) aide à l'installation des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 14; | a) aide à l'installation des jeunes agriculteurs***, en particulier dans le secteur de l'élevage***, conformément à l'article 14; |

Or. en

**Amendement 2931**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point a**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| a) aide à l'installation des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 14; | a) aide à l'installation des jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs, conformément à l'article 14; |

Or. fr

**Amendement 2932**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Marko Vešligaj**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point a bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***a bis) une aide aux agriculteurs qui perçoivent une pension de retraite et qui cèdent au moins 75 % de leur exploitation à un jeune agriculteur bénéficiant d'une aide au titre de l'article 13, paragraphe 2, point (a), ou qui cèdent l'intégralité de leur exploitation au titre de l'article 14, paragraphe 2, point (a bis); cette aide s'élève à 25 000 EUR pour les exploitants dont l'activité principale est l'agriculture et à 50 000 EUR pour ceux dont l'activité principale n'est pas l'agriculture;*** |

Or. en

*Justification*

*Le renouvellement des générations dans le secteur agricole est entravé par des barrières structurelles, en particulier l'accès à la terre et au crédit. L'un des facteurs qui contribuent à cette situation est la réticence des agriculteurs âgés à céder leurs exploitations. Cet amendement introduit une mesure ciblée visant à faciliter la transmission des exploitations agricoles aux jeunes agriculteurs en accordant également une forme d'aide à l'agriculteur cédant, ce qui permet de s'attaquer à l'une des causes profondes des barrières au renouvellement des générations dans ce secteur.*

**Amendement 2933**
**Marta Wcisło**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point a bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***a bis) Le programme Leader entend promouvoir le développement local mené par les acteurs locaux visé à l'article 76 du règlement (UE)... PNR*** |

Or. en

**Amendement 2934**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***b) aide dégressive au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2935**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) aide dégressive au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; | b) aide dégressive au revenu fondée sur la surface pour les jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs, conformément à l'article 6; |

Or. fr

**Amendement 2936**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) aide ***dégressive*** au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; | b) aide au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; |

Or. es

**Amendement 2937**

**Daniel Buda, Dan-Ştefan Motreanu**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) aide ***dégressive*** au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; | b) aide au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; |

Or. ro

**Amendement 2938**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) aide ***dégressive*** au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; | b) aide au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; |

Or. en

**Amendement 2939**
**Emma Wiesner, Asger Christensen, Christine Singer**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) aide ***dégressive*** au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; | b) aide au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; |

Or. en

**Amendement 2940**

**Raffaele Stancanelli, Isabella Tovaglieri, Gilles Pennelle, Valérie Deloge, Mireia Borrás Pabón, Csaba Dömötör, Tomáš Kubín, Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) aide ***dégressive*** au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; | b) aide au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; |

Or. en

**Amendement 2941**
**Carmen Crespo Díaz, Elena Nevado del Campo, Juan Ignacio Zoido Álvarez**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| b) aide ***dégressive*** au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; | b) aide au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6; |

Or. es

*Justification*

*La suppression de la dégressivité devrait également être prise en compte dans les références au kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs. L'aide aux jeunes agriculteurs devrait renforcer le renouvellement des générations sans pour autant être associée à une réduction automatique des paiements.*

**Amendement 2942**
**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***b bis) accès à des services de conseil et à des programmes de formation adaptés aux besoins des jeunes agriculteurs,*** |

***conformément à l'article 20;***

Or. es

**Amendement 2943**
**Tomáš Kubín, Barbara Bonte, Valérie Deloge, Gilles Pennelle**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***b bis) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 13 du présent règlement.*** |

Or. en

**Amendement 2944**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***b bis) accès à des services de conseil et à des programmes de formation adaptés aux besoins des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 20.*** |

Or. en

**Amendement 2945**
**Daniel Buda, Dan-Ştefan Motreanu**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***b bis) Aide complémentaire au revenu*** |

***pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6 bis;***

Or. ro

**Amendement 2946**
**Céline Imart**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point b bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***b bis) régime de soutien à l'efficacité conformément à l'article 6, nouveau.*** |

Or. fr

**Amendement 2947**
**Tomáš Kubín**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***c) aide en faveur des petits agriculteurs, conformément à l'article 7, ciblant les jeunes agriculteurs;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2948**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***c) aide en faveur des petits agriculteurs, conformément à l'article 7, ciblant les jeunes agriculteurs;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2949**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***c) aide en faveur des petits agriculteurs, conformément à l'article 7, ciblant les jeunes agriculteurs;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2950**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point c**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| c) aide en faveur des petits agriculteurs, conformément à l'article 7, ciblant les jeunes agriculteurs; | c) aide en faveur des petits agriculteurs, conformément à l'article 7, ciblant les jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs; |

Or. fr

**Amendement 2951**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***d) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée pour les jeunes agriculteurs;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2952**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***d) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée pour les jeunes agriculteurs;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2953**
**Tomáš Kubín**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***d) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée pour les jeunes agriculteurs;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2954**
**Benoit Cassart, Christine Singer, Michael McNamara, Ciaran Mullooly, Asger Christensen**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée pour les jeunes agriculteurs; | d) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée pour les jeunes agriculteurs***, en particulier dans le secteur de l'élevage***; |

Or. en

**Amendement 2955**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée pour les jeunes agriculteurs; | d) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée pour les jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs; |

Or. fr

**Amendement 2956**
**Paulo do Nascimento Cabral, Ana Miguel Pedro, Sérgio Humberto, Paulo Cunha, Sebastião Bugalho**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point d**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| d) aide à l'investissement avec une intensité d'aide ***plus élevée*** pour les jeunes agriculteurs; | d) aide à l'investissement avec une intensité d'aide ***jusqu'à 85 %*** pour les jeunes agriculteurs; |

Or. pt

**Amendement 2957**
**Anja Hazekamp, Sebastian Everding, Luke Ming Flanagan, Arash Saeidi**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point d bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***d bis) évaluation des besoins spécifiques des jeunes agriculteurs en matière d'innovation et de transition numérique, une attention particulière étant portée aux technologies qui augmentent l'efficacité de la main-d'œuvre, améliorent les résultats en matière de bien-être animal,*** |

***soutiennent la réalisation des objectifs environnementaux et climatiques, et renforcent l'attractivité du secteur pour les nouveaux entrants;***

Or. en

**Amendement 2958**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point e**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***e) possibilités de financement des investissements mis en œuvre par les jeunes agriculteurs au moyen des instruments financiers visés à l'article 71 du règlement (UE) [...] [PNR];*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2959**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point e**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***e) possibilités de financement des investissements mis en œuvre par les jeunes agriculteurs au moyen des instruments financiers visés à l'article 71 du règlement (UE) [...] [PNR];*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2960**
**Tomáš Kubín**

**Proposition de règlement**

**Article 16 – paragraphe 1 – point e**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***e) possibilités de financement des investissements mis en œuvre par les jeunes agriculteurs au moyen des instruments financiers visés à l'article 71 du règlement (UE) [...] [PNR];*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2961**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point e**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| e) possibilités de financement des investissements mis en œuvre par les jeunes agriculteurs au moyen des instruments financiers visés à l'article 71 du règlement (UE) [...] [PNR]; | e) possibilités de financement des investissements mis en œuvre par les jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs au moyen des instruments financiers visés à l'article 71 du règlement (UE) [...] [PNR]; |

Or. fr

**Amendement 2962**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point f**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***f) aide à la création d'entreprises rurales;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2963**
**Tomáš Kubín**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point f**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***f) aide à la création d'entreprises rurales;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2964**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point f**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***f) aide à la création d'entreprises rurales;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2965**
**Christine Singer, Asger Christensen, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point f**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| f) aide à la création d'entreprises rurales; | f) aide à la création d'entreprises rurales; ***création de nouvelles entreprises rurales liées à l'agriculture ou à la sylviculture, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ou diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités non agricoles;*** |

Or. en

*Justification*

*L'aide à la création d'entreprises rurales devrait être étroitement liée à l'agriculture, à la sylviculture et à la diversification des revenus des ménages agricoles. Cela permet de s'assurer que le soutien de la PAC renforce l'entrepreneuriat rural tout en restant axé sur les structures agricoles et forestières, les nouveaux agriculteurs et les possibilités de revenus supplémentaires pour les ménages agricoles.*

**Amendement 2966**
**Alexander Bernhuber**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point f**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| f) ***aide à*** la création d'entreprises rurales; | f) la création d'entreprises rurales ***liées à l'agriculture ou à la sylviculture, y compris l'installation de nouveaux agriculteurs, ou la diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités non agricoles***; |

Or. en

*Justification*

*Linked to justification for amendment for Article 14 - the measure «support for rural businesses» does not relate to agriculture, meaning this is support for non-farmers' income. It needs to be removed from here and be funded from the NRPF share which is not dedicated to supporting farmers income. It also needs to be considered that such measure does NOT attract young farmers to agriculture, but can rather incentivize them to leave agriculture for any other business in the rural area. We therefore suggest to rather introduce the measure which is also proposed in Article 14, paragrah 2, lit (b).*

**Amendement 2967**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point f**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| f) aide à la création d'entreprises | f) aide à la création d'entreprises rurales ***contribuant aux systèmes*** |

| | |
|---|---|
| rurales; | ***alimentaires locaux, aux circuits courts, aux activités de la bioéconomie circulaire ou à la restauration de la nature***; |

Or. en

**Amendement 2968**
**Daniel Buda, Dan-Ştefan Motreanu**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point f**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| f) aide à la création d'entreprises rurales; | f) aide à la création d'entreprises rurales ***ou d'unités de transformation au sein de l'exploitation agricole***; |

Or. ro

**Amendement 2969**
**Barry Cowen, Asger Christensen, Michal Wiezik, Christine Singer, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point f**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| f) aide à la création d'entreprises rurales; | f) aide à la création d'entreprises rurales ***liées à l'agriculture***; |

Or. en

**Amendement 2970**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point g**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***g) interventions de coopération facilitant l'accès à l'innovation par*** | ***supprimé*** |

***l'intermédiaire des projets des groupes opérationnels du PEI-AGRI, conformément à l'article 19 du présent règlement et à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR];***

Or. en

**Amendement 2971**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point g**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***g) interventions de coopération facilitant l'accès à l'innovation par l'intermédiaire des projets des groupes opérationnels du PEI-AGRI, conformément à l'article 19 du présent règlement et à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR];*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2972**
**Tomáš Kubín**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point g**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***g) interventions de coopération facilitant l'accès à l'innovation par l'intermédiaire des projets des groupes opérationnels du PEI-AGRI, conformément à l'article 19 du présent règlement et à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR];*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2973**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point h**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***h) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la transmission d'exploitations agricoles, conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR];*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2974**
**Tomáš Kubín**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point h**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***h) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la transmission d'exploitations agricoles, conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR];*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2975**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point h**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***h) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la*** | ***supprimé*** |

***transmission d'exploitations agricoles, conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR];***

Or. en

**Amendement 2976**
**Barry Cowen, Asger Christensen, Michal Wiezik, Christine Singer, Elsi Katainen, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point h**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| h) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la transmission d'exploitations agricoles, conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR]; | h) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la transmission d'exploitations agricoles, conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR]***, notamment des régimes qui prévoient une aide transitoire ou toute autre mesure d'incitation en faveur d'un agriculteur partant à la retraite, sous réserve de la cession de l'exploitation, ou d'une partie de celle-ci, à un jeune agriculteur ou à un nouvel agriculteur***; |

Or. en

**Amendement 2977**
**Céline Imart, Nina Carberry**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point h**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| h) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la transmission d'exploitations agricoles, conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR]; | h) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la transmission d'exploitations agricoles, ***le mentorat, le transfert de compétences, l'accès à la terre et le transfert progressif de la gestion des exploitations agricoles*** |

| | |
|---|---|
| | ***aux jeunes agriculteurs et aux nouveaux agriculteurs*** conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR]; |

Or. fr

**Amendement 2978**
**Paulo do Nascimento Cabral, Ana Miguel Pedro, Sérgio Humberto, Paulo Cunha, Sebastião Bugalho**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point h**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| h) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la transmission d'exploitations agricoles***, conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR]***; | h) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la transmission d'exploitations agricoles; |

Or. pt

**Amendement 2979**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point h**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| h) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la transmission d'exploitations agricoles, conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR]; | h) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la transmission d'exploitations agricoles ***et les incubateurs agricoles***, conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR]; |

Or. en

**Amendement 2980**

**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point i**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***i) aide aux services de remplacement sur l'exploitation, conformément à l'article 17;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2981**
**Tomáš Kubín**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point i**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***i) aide aux services de remplacement sur l'exploitation, conformément à l'article 17;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2982**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point i**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***i) aide aux services de remplacement sur l'exploitation, conformément à l'article 17;*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2983**
**Carmen Crespo Díaz, Elena Nevado del Campo, Juan Ignacio Zoido Álvarez**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point i bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***i bis) des instruments de soutien visant à faciliter la succession progressive dans les exploitations familiales, notamment la propriété ou la gestion partagée, l'assistance juridique, fiscale et en matière de gestion d'entreprise, la médiation intergénérationnelle, l'évaluation des actifs et les mécanismes permettant l'intégration effective et progressive des jeunes agriculteurs;*** |

Or. es

*Justification*

*De nombreuses intégrations dans le secteur agricole se font par le biais de processus progressifs de succession familiale. Les conditions strictes en matière de propriété ou de contrôle peuvent exclure des jeunes qui travaillent déjà effectivement dans l'exploitation. La PAC devrait permettre une transition ordonnée, juridiquement sûre et adaptée à la réalité des exploitations familiales.*

**Amendement 2984**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point j**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***j) accès à des services de conseil et à des programmes de formation adaptés aux besoins des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 20.*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2985**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point j**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***j) accès à des services de conseil et à des programmes de formation adaptés aux besoins des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 20.*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2986**
**Tomáš Kubín**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point j**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***j) accès à des services de conseil et à des programmes de formation adaptés aux besoins des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 20.*** | ***supprimé*** |

Or. en

**Amendement 2987**
**André Franqueira Rodrigues**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point j**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| j) accès à des services de conseil ***et*** à des programmes de formation adaptés aux besoins des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 20. | j) accès à des services de conseil***,*** à des programmes de formation***, à des initiatives de développement des compétences et à des outils numériques*** adaptés aux besoins des jeunes agriculteurs ***et des nouveaux agriculteurs***, conformément à l'article 20***, notamment en vue de renforcer leur capacité à faire face aux risques climatiques, aux exigences environnementales, à la*** |

***volatilité des marchés, à l'innovation et aux pratiques agricoles fondées sur les données***.

Or. pt

**Amendement 2988**
**Arash Saeidi, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point j**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| j) accès à des services de conseil et à des programmes de formation adaptés aux besoins des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 20. | j) accès à des services de conseil et à des programmes de formation adaptés aux besoins des jeunes ***et nouveaux*** agriculteurs, conformément à l'article 20. |

Or. fr

**Amendement 2989**
**Sakis Arnaoutoglou**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point i – sous-point i (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***i) la mise en place de programmes spécifiques visant à faciliter l'accès des jeunes agriculteurs aux terres agricoles au moyen de banques foncières, de baux, de structures coopératives ou d'autres mécanismes appropriés.*** |

Or. el

**Amendement 2990**
**Jessika van Leeuwen, Sander Smit, Céline Imart**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point j bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***j bis) aide aux investissements dans les technologies numériques, l'agriculture de précision, la robotique, l'intelligence artificielle et d'autres méthodes de production innovantes, ainsi que les services de formation et de conseil nécessaires pour faciliter leur adoption.*** |

Or. en

**Amendement 2991**
**Barry Cowen, Asger Christensen, Emma Wiesner, Michal Wiezik, Charles Goerens, Christine Singer, Elsi Katainen, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point j bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***j bis) aide à l'investissement en faveur de l'adoption d'outils et technologies numériques qui permettent d'améliorer la gestion durable des exploitations, de réduire la charge de travail et de renforcer la viabilité économique des activités des jeunes agriculteurs, en particulier dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre.*** |

Or. en

**Amendement 2992**
**Asger Christensen, Emma Wiesner, Christine Singer, Barry Cowen**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point j bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***j bis) aide à l'investissement en faveur de l'adoption d'outils et technologies numériques qui permettent d'améliorer la*** |

***gestion des exploitations, de réduire la charge de travail et de renforcer la viabilité économique des activités des jeunes agriculteurs, en particulier dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre.***

Or. en

**Amendement 2993**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point j bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***j bis) un paiement complémentaire pour les jeunes agriculteurs qui créent de nouvelles exploitations et/ou qui pratiquent déjà des méthodes d'agriculture biologique.*** |

Or. en

**Amendement 2994**
**Jessika van Leeuwen, Sander Smit, Céline Imart**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point j ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***j ter) aide aux organisations de jeunes agriculteurs reconnues qui proposent des services de mentorat, de formation, de développement du leadership et d'échange de connaissances aux jeunes agriculteurs et aux nouveaux entrants.*** |

Or. en

**Amendement 2995**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point j ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***j ter) actions agroenvironnementales et climatiques conformément à l'article 10, et actions en faveur du bien-être animal conformément à l'article 10 bis.*** |

Or. en

**Amendement 2996**
**Jessika van Leeuwen, Sander Smit, Céline Imart**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 – point j quater (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***j quater) mesures visant à faciliter la vie de famille dans les zones rurales, notamment l'accès à des services essentiels, en lien avec l'installation des jeunes agriculteurs.*** |

Or. en

**Amendement 2997**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1 bis. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs peut comprendre un ensemble de mesures parmi les mesures suivantes, conformément à la stratégie sur le renouvellement des générations dans*** |

***l'agriculture visée à l'article 15:***

***a) aide à l'installation des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 14;***

***b) aide en faveur des petits agriculteurs, conformément à l'article 7, ciblant les jeunes agriculteurs;***

***c) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée pour les jeunes agriculteurs;***

***d) possibilités de financement des investissements mis en œuvre par les jeunes agriculteurs au moyen des instruments financiers visés à l'article 71 du règlement (UE) [...] [PNR];***

***e) aide à la création d'entreprises rurales et incitations à l'investissement à cet effet;***

***f) interventions de coopération facilitant l'accès à l'innovation par l'intermédiaire des projets des groupes opérationnels du PEI-AGRI, conformément à l'article 19 du présent règlement et à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR];***

***g) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la transmission d'exploitations agricoles, conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR];***

***h) aide aux services de remplacement sur l'exploitation, conformément à l'article 17.***

Or. en

**Amendement 2998**
**Céline Imart, Nina Carberry**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1 bis. Les États membres peuvent, conformément à la stratégie en matière de*** |

***renouvellement générationnel dans l'agriculture visée à l'article 15, mettre en place un programme spécifique et concret de succession agricole, comprenant des mesures de soutien liées aux régimes de retraite qui facilitent le transfert des exploitations agricoles des agriculteurs partant à la retraite vers des agriculteurs plus jeunes ou des nouveaux arrivants.***

Or. fr

**Amendement 2999**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1 bis. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs comprend les interventions suivantes:*** |
| | ***a) aide dégressive au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6;*** |
| | ***b) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée, conformément à l'article 13 du présent règlement;*** |
| | ***c) aide à l'installation des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 14.*** |

Or. en

*Justification*

*Cet amendement instaure un système à deux niveaux concernant la structure du kit de démarrage et les mesures en faveur du renouvellement des générations, en imposant aux États membres d'inclure dans le kit de démarrage, à titre de mesures obligatoires, le complément au titre de la différenciation de l'aide au revenu fondée sur la surface, l'aide à l'investissement en faveur des jeunes agriculteurs et l'aide à l'installation des jeunes agriculteurs.*

**Amendement 3000**
**Tomáš Kubín**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1 bis. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs comprend les interventions suivantes:*** |
| | ***a) aide à l'installation des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 14, paragraphe 1, point (a);*** |
| | ***b) aide au revenu fondée sur la surface pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 6;*** |
| | ***b bis) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée pour les jeunes agriculteurs, conformément à l'article 13 du présent règlement.*** |

Or. en

**Amendement 3001**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1 ter. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs peut comprendre les interventions suivantes:*** |
| | ***a) possibilités de financement des investissements mis en œuvre par les jeunes agriculteurs au moyen des instruments financiers visés à l'article 71 du règlement (UE) [...] [PNR];*** |
| | ***b) aide à la création d'entreprises rurales;*** |
| | ***c) aide en faveur des petits agriculteurs, conformément à l'article 7, ciblant les jeunes agriculteurs;*** |

***d) interventions de coopération facilitant l'accès à l'innovation par l'intermédiaire des projets des groupes opérationnels du PEI-AGRI, conformément à l'article 19 du présent règlement et à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR];***

***e) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris des régimes de transmission d'exploitations agricoles et de mobilité des terres, conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR];***

***f) aide aux services de remplacement sur l'exploitation, conformément à l'article 17;***

***g) accès à des services de conseil et à des programmes de formation adaptés aux besoins des jeunes agriculteurs, conformément à l'article 20.***

Or. en

*Justification*

*Cet amendement instaure un système à deux niveaux concernant la structure du kit de démarrage et les mesures en faveur du renouvellement des générations, en imposant aux États membres d'inclure un ensemble d'autres mesures visant à favoriser le renouvellement des générations, en plus des instruments traditionnels destinés aux jeunes agriculteurs.*

**Amendement 3002**
**Tomáš Kubín**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 1 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1 ter. Le kit de démarrage pour les jeunes agriculteurs peut comprendre les mesures suivantes:*** |
| | ***a) aide en faveur des petits agriculteurs, conformément à l'article 7;*** |
| | ***b) possibilités de financement des investissements au moyen des instruments financiers visés à l'article 71 du*** |

***règlement (UE) [...] [PNR];***

***c) aide à la création d'entreprises rurales, conformément à l'article 14, paragraphe 1, point (b), du présent règlement; (C bis) mesures en faveur de la diversification des revenus des ménages agricoles au profit d'activités non agricoles, conformément à l'article 14, paragraphe 2 bis, point (a), du présent règlement;***

***d) interventions de coopération facilitant l'accès à l'innovation, conformément à l'article 19 du présent règlement et à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR];***

***e) interventions de coopération facilitant la coopération intergénérationnelle, y compris la transmission d'exploitations agricoles, conformément à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR];***

***f) aide aux services de remplacement sur l'exploitation, conformément à l'article 17 du présent règlement;***

***g) aide à des services de conseil et à des programmes de formation, conformément à l'article 20 du présent règlement.***

Or. en

**Amendement 3003**
**Arash Saeidi, Luke Ming Flanagan, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, les investissements en faveur de la création | 2. Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, ***y compris les transferts non familiaux aux*** |

d'entreprises rurales ou l'accès ***aux instruments*** financiers ***et leur utilisation***.

***nouveaux arrivants et la promotion de modèles d'agriculture collective,*** les investissements en faveur de la création d'entreprises rurales ***alignées sur la transition agroécologique et les circuits courts,*** ou l'accès ***et l'utilisation d'instruments*** financiers***, tels que les prêts sans intérêt et les mécanismes publics de propriété foncière, pour prévenir le surendettement et lutter contre la spéculation foncière***. ***En outre, ces synergies doivent englober des outils nationaux de réglementation foncière, des mesures garantissant des pensions de retraite décentes afin d'accélérer le transfert des terres, ainsi que la protection de la santé au travail pour les jeunes et nouveaux agriculteurs.***

Or. fr

**Amendement 3004**
**Herbert Dorfmann**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, les investissements en faveur de la création d'entreprises rurales ou l'accès aux instruments financiers et leur utilisation. | 2. Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, ***les services de remplacement sur l'exploitation et*** les investissements en faveur de la création d'entreprises rurales***, les outils de gestion des risques*** ou l'accès aux instruments financiers et leur utilisation. |

Or. en

**Amendement 3005**
**Carlo Fidanza, Waldemar Buda**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, les investissements en faveur de la création d'entreprises rurales ou l'accès aux instruments financiers et leur utilisation. | 2. ***2.*** Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies***, y compris financiers,*** avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, les investissements en faveur de la création d'entreprises rurales ou l'accès aux instruments financiers et leur utilisation. |

Or. en

*Justification*

*Cet amendement ajoute une disposition au texte de la Commission, précisant que les liens et les synergies entre les différentes mesures des programmes nationaux de réforme (PNR) doivent également se refléter sur le plan financier, ce qui contribue notamment à renforcer l'efficacité des dépenses publiques dans le cadre de la réalisation d'objectifs importants tels que le renouvellement des générations dans l'agriculture.*

**Amendement 3006**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, les | 2. Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, ***les*** |

| | |
|---|---|
| investissements en faveur de la création d'entreprises rurales ou l'accès aux instruments financiers et leur utilisation. | ***services de remplacement sur l'exploitation et*** les investissements en faveur de la création d'entreprises rurales ou l'accès aux instruments financiers et leur utilisation. |

Or. en

**Amendement 3007**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, les investissements en faveur de la création d'entreprises rurales ou l'accès aux instruments financiers et leur utilisation. | 2. Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, ***les services de remplacement sur l'exploitation et*** les investissements en faveur de la création d'entreprises rurales ou l'accès aux instruments financiers et leur utilisation. |

Or. en

**Amendement 3008**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées ***au paragraphe 1*** des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui | 2. Les États membres intègrent dans la conception des ***interventions et*** mesures visées ***aux paragraphes 1 bis et 1 ter*** des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en |

| | |
|---|---|
| concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, les investissements en faveur de la création d'entreprises rurales ou l'accès aux instruments financiers et leur utilisation. | particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, les investissements en faveur de la création d'entreprises rurales ou l'accès aux instruments financiers et leur utilisation. |

Or. en

*Justification*

*Cet amendement fait référence aux paragraphes définissant les mesures en faveur du renouvellement des générations prévues dans le kit de démarrage.*

**Amendement 3009**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Camilla Laureti**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, les investissements en faveur de la création d'entreprises rurales ou l'accès aux instruments financiers et leur utilisation. | 2. Les États membres intègrent dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, en particulier en ce qui concerne les mesures facilitant la succession entre générations et le renouvellement des générations, ***les services de remplacement sur l'exploitation,*** les investissements en faveur de la création d'entreprises rurales ou l'accès aux instruments financiers et leur utilisation. |

Or. en

**Amendement 3010**
**Sakis Arnaoutoglou**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2 bis. La Commission européenne, en collaboration avec la Banque européenne d'investissement, élabore des instruments financiers spécifiques à taux d'intérêt réduit et assortis de garanties européennes destinés aux jeunes agriculteurs et aux nouveaux agriculteurs.*** |

Or. el

**Amendement 3011**
**Christine Singer, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 16 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées au paragraphe 1, les États membres établissent un point d'accès unique pour les jeunes agriculteurs, qui peut notamment fournir des informations sur les possibilités et les procédures d'aide et faciliter l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations.*** | ***supprimé*** |

Or. en

*Justification*

*Tous les agriculteurs, et pas seulement les jeunes, devraient pouvoir accéder facilement à des informations et à des orientations. D'où la proposition d'adapter ce paragraphe et de le déplacer à l'article 5.*

**Amendement 3012**
**Alexander Bernhuber**

**Proposition de règlement**

**Article 16 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| ***3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées au paragraphe 1, les États membres établissent un point d'accès unique pour les jeunes agriculteurs, qui peut notamment fournir des informations sur les possibilités et les procédures d'aide et faciliter l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations.*** | ***supprimé*** |

Or. en

*Justification*

*Tous les agriculteurs, et pas seulement les jeunes, devraient pouvoir accéder facilement à des informations et à des orientations. Proposition visant à adapter ce paragraphe et à le déplacer à l'article 5.*

**Amendement 3013**
**Stefan Köhler, Marion Walsmann**

**Proposition de règlement**
**Article 16 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées au paragraphe 1, les États membres établissent un point d'accès unique pour les jeunes agriculteurs, qui ***peut notamment fournir*** des informations sur les possibilités et les procédures d'aide ***et faciliter*** l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole***, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations***. | 3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées au paragraphe 1, les États membres établissent***, en guise de premier point de contact obligatoire,*** un point d'accès unique pour les jeunes agriculteurs, qui***:*** |
| | ***a) fournit*** des informations sur les possibilités et les procédures d'aide***;*** |
| | ***b) permet d'offrir un accompagnement individuel concernant la combinaison*** |

| | |
|---|---|
| | ***d'instruments d'aide;*** |
| | ***c) apporte une aide pour le dépôt des demandes; et*** |
| | ***d) facilite*** l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole***.*** |
| | ***Le point d'accès unique est accessible à la fois physiquement et numériquement***. |

Or. en

**Amendement 3014**
**Jérémy Decerle, Benoit Cassart, Laurence Farreng, Stéphanie Yon-Courtin, Grégory Allione, Pascal Canfin**

**Proposition de règlement**
**Article 16 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées au paragraphe 1, les États membres établissent un point d'accès unique pour les jeunes agriculteurs, qui peut notamment fournir des informations sur les possibilités et les procédures d'aide et faciliter l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations. | 3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées au paragraphe 1, les États membres établissent un point d'accès unique pour les jeunes agriculteurs, qui peut notamment fournir des informations sur les possibilités et les procédures d'aide et faciliter l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations. ***Ce point d'accès unique devrait également apporter un soutien aux agriculteurs qui envisagent de cesser leur activité, afin de les accompagner dans le processus de transmission de leur exploitation à un jeune agriculteur.*** |

Or. en

**Amendement 3015**
**Raffaele Stancanelli, Isabella Tovaglieri, Ton Diepeveen, Gilles Pennelle, Valérie Deloge, Barbara Bonte, Mireia Borrás Pabón, Tomáš Kubín, Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées au paragraphe 1, les États membres établissent un point d'accès unique pour les jeunes agriculteurs, qui peut notamment fournir des informations sur les possibilités et les procédures d'aide et faciliter l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations. | 3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées au paragraphe 1, les États membres établissent un point d'accès unique pour les jeunes agriculteurs, qui peut notamment fournir des informations sur les possibilités et les procédures d'aide et faciliter l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations. ***Cette mission peut être confiée à une autorité ou à un organisme de gestion existant.*** |

Or. en

**Amendement 3016**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 16 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées ***au paragraphe 1***, les États membres établissent un point d'accès unique pour les jeunes agriculteurs, qui ***peut*** notamment ***fournir*** des informations sur les possibilités et les procédures d'aide et ***faciliter*** l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations. | 3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées ***aux paragraphes 1 bis et 1 ter***, les États membres établissent un point d'accès unique pour les jeunes agriculteurs, qui ***fournit*** notamment des informations sur les possibilités et les procédures d'aide et ***facilite*** l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations. |

Or. en

*Justification*

*Cet amendement fait référence aux paragraphes définissant les mesures en faveur du renouvellement des générations prévues dans le kit de démarrage. Il impose également aux États membres de fournir, dans les points d'accès uniques, des informations sur les possibilités d'aide destinées aux jeunes agriculteurs.*

**Amendement 3017**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Camilla Laureti**

**Proposition de règlement**
**Article 16 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées ***au paragraphe 1***, les États membres établissent un point d'accès unique pour les jeunes agriculteurs, qui peut notamment fournir des informations sur les possibilités et les procédures d'aide et faciliter l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations. | 3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées ***aux paragraphes 1 et 2***, les États membres établissent un point d'accès unique pour les jeunes agriculteurs, qui peut notamment fournir des informations sur les possibilités et les procédures d'aide et faciliter l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations. |

Or. en

**Amendement 3018**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 16 - paragraphe 3**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées ***au paragraphe 1***, les États membres établissent un point d'accès ***unique*** pour les jeunes agriculteurs, qui peut notamment fournir des informations sur les possibilités et les procédures d'aide et faciliter l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations. | 3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées ***aux paragraphes 1 et 2***, les États membres établissent un point d'accès pour les jeunes agriculteurs, qui peut notamment fournir des informations sur les possibilités et les procédures d'aide et faciliter l'entrée et l'établissement dans le secteur agricole, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations. |

Or. en

**Amendement 3019**
**Sakis Arnaoutoglou**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 3 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***3 bis. Les États membres veillent à ce que tout jeune ou nouvel agriculteur ait accès gratuitement à des services de conseil, d'accompagnement à la création d'entreprise, de formation numérique et d'assistance technique pendant une période d'au moins cinq ans à compter de sa première installation.*** |
| | ***En outre, les États membres adoptent des mesures visant à faciliter la transmission des exploitations agricoles familiales de la génération plus âgée à la génération plus jeune, au moyen d'incitations fiscales et financières ainsi que de services de conseil.*** |

Or. el

**Amendement 3020**
**Christine Singer, Asger Christensen, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 3 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***3 bis. Les États membres définissent les qualifications minimales requises pour bénéficier des aides visées au paragraphe 1, points (a) à (d) et (f), du présent article. Dans ce cadre, les États membres tiennent compte des qualifications scolaires à orientation agricole ou présentant un intérêt pour la production agricole.*** |

Or. en

*Justification*

*Une formation agricole devrait être considérée comme une condition préalable essentielle à la bonne gestion d'une exploitation agricole sur le long terme. Les connaissances acquises par le biais d'une telle formation aident les chefs d'exploitation agricole à prendre des décisions éclairées. Par conséquent, nous estimons que la formation agricole formelle constitue une condition d'admissibilité indispensable pour bénéficier d'une aide destinée aux jeunes agriculteurs.*

**Amendement 3021**
**Alexander Bernhuber**

**Proposition de règlement**
**Article 16 – paragraphe 3 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***3 bis. Les États membres définissent les qualifications minimales requises pour bénéficier des aides visées au paragraphe 1, points (a) à (d) et (f), du présent article. Dans ce cadre, les États membres tiennent compte des qualifications scolaires à orientation agricole ou présentant un intérêt pour la production agricole.*** |

Or. en

*Justification*

*Une formation agricole devrait être considérée comme une condition préalable essentielle à la bonne gestion d'une exploitation agricole sur le long terme. Les connaissances acquises par le biais d'une telle formation aident les chefs d'exploitation agricole à prendre des décisions éclairées. Par conséquent, nous estimons que la formation agricole formelle constitue une condition d'admissibilité indispensable pour bénéficier d'une aide destinée aux jeunes agriculteurs.*

**Amendement 3022**
**Thomas Waitz**

**Proposition de règlement**
**Article 16 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

***Article 16 bis***

***Kit de démarrage pour les cultures de légumineuses***

***1. Les États membres peuvent établir un programme de soutien spécifique à la diversification avec des cultures de légumineuses pour l'alimentation humaine et animale. Le kit de démarrage pour les cultures de légumineuses comprend un ensemble des mesures suivantes:***

***a) aide au démarrage de la production de cultures de légumineuses, conformément à l'article 14;***

***b) soutien financier ciblé à la culture de légumineuses, notamment en faveur des actions agroenvironnementales et climatiques conformément à l'article 10, y compris pour la rotation, et une aide couplée au revenu pour les cultures protéagineuses conformément à l'article 11;***

***c) aide à la participation à des outils de gestion des risques pour protéger les agriculteurs contre la forte variabilité des rendements des cultures de légumineuses, conformément à l'article 12;***

***d) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée pour la culture ou la transformation de cultures de légumineuses conformément à l'article 13;***

***e) possibilités de financement des investissements dans la transformation de cultures de légumineuses dans les exploitations ainsi que pour la création d'entreprises rurales dans le secteur des cultures de légumineuses au moyen des instruments financiers conformément à l'article 71 du règlement (UE) […] [PNR];***

***f) accès à des services de conseil, à des programmes de formation et à des plateformes de partage des connaissances adaptés aux besoins des producteurs de***

***cultures de légumineuses, conformément à l'article 20;***

***g) interventions de coopération facilitant l'accès à la recherche et à l'innovation en matière de cultures de légumineuses, par l'intermédiaire des projets des groupes opérationnels du PEI-AGRI conformément à l'article 19 du présent règlement et à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR].***

***2. Les États membres peuvent intégrer dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, notamment les actions agroenvironnementales et climatiques, les investissements dans la création d'entreprises rurales ou l'aide au partage des connaissances en agriculture.***

***3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées au paragraphe 1, les États membres peuvent établir un point d'accès unique pour les nouveaux producteurs de cultures de légumineuses, qui peut notamment fournir des informations sur les possibilités et les procédures d'aide pour faciliter et réduire les risques lors des phases initiales de la production de cultures de légumineuses, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations.***

Or. en

**Amendement 3023**
**Alexander Bernhuber**

**Proposition de règlement**
**Article 16 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 16 bis*** |
| | ***Exploitations agricoles d'enseignement,*** |

***d'expérimentation et de recherche***

***1. Par dérogation à la définition de l'exploitation visée à l'article 4 du règlement (UE) […] [PNR], une exploitation agricole d'enseignement, d'expérimentation ou de recherche est considérée, à toutes fins utiles au sens du présent règlement, y compris pour l'application des plafonds, des mesures de dégressivité, des paiements de redistribution et des modulations de l'aide en fonction de la taille, comme une exploitation autonome, et son organisme responsable est considéré, en ce qui concerne cette exploitation, comme bénéficiaire autonome, pour autant que les conditions suivantes soient remplies cumulativement:***

***a) l'exploitation est gérée par une personne morale de droit public, une école supérieure, une collectivité professionnelle ou un établissement d'enseignement ou de formation professionnelle ou un organisme de recherche à but non lucratif reconnu en vertu du droit national;***

***b) l'objet principal de l'exploitation est la formation dans les domaines de l'agriculture et de la sylviculture dans le cadre d'un cursus reconnu par le droit national, la recherche agricole et sylvicole ou les activités d'expérimentation et de démonstration dans ces domaines;***

***c) l'exploitation est gérée de manière autonome en matière organisationnelle, de personnel et de comptabilité, et dispose de sa propre direction ainsi que d'unités de production géographiquement distinctes;***

***d) L'exploitation existait déjà le 16 juillet 2025 en tant qu'unité de production autonome.***

***2. Des demandes d'aide peuvent être déposées séparément pour chaque exploitation au sens du paragraphe 1; Des décisions administratives sont prises pour***

***chaque exploitation. Les infractions, les écarts et les sanctions concernant une exploitation au sens du paragraphe 1 n'ont aucune incidence sur l'aide accordée aux autres exploitations du même organisme responsable.***

***3. Le fait de considérer une exploitation comme une entité autonome au sens du paragraphe 1 ne saurait être considéré comme une manœuvre visant à créer artificiellement les conditions nécessaires à l'obtention d'une aide. Les États membres vérifient régulièrement que les conditions prévues au paragraphe 1 sont remplies et retirent le statut de traitement autonome si l'une de ces conditions n'est plus remplie.***

***4. Le présent article ne donne pas droit à une aide aux jeunes agriculteurs au titre des articles 14 à 16 en faveur de l'organisme responsable.***

Or. de

*Justification*

*The amendment eliminates the mandatory aggregation of agricultural teaching, experimental, and research holdings operated by the same legal entity, a requirement that affects educational institutions, universities, research institutes, and professional bodies in numerous Member States. Each site constitutes a functionally independent production unit with its own management; applying capping, degressivity, and modulation to the combined total of all sites defeats the purpose of these instruments, which are intended to target large commercial farming structures. The four cumulative conditions—namely, that the operator is a non-profit entity, that the principal purpose of the holding is education, research, or experimentation, that the holding is genuinely organisationally independent, and that it existed before the date on which the Commission proposal was submitted—ensure that only genuine teaching, experimental, and research holdings are covered and that no commercial structure can subsequently fall within the scope of the provision through restructuring or the establishment of purported educational facilities.*

*Paragraph 2 removes the administrative concentration of risk associated with a single, consolidated aid application, under which errors at one site may jeopardise the payments for all sites. Paragraph 3 clarifies the relationship between this provision and the anti-circumvention clauses of this Regulation and requires Member States to carry out continuous verification. Paragraph 4 ensures that the separate treatment of such holdings cannot be relied upon to derive eligibility for interventions supporting young farmers.*

**Amendement 3024**
**Barry Cowen, Asger Christensen, Emma Wiesner, Sigrid Friis, Michal Wiezik, Benoit Cassart, Christine Singer, Elsi Katainen, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 16 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 16 bis*** |
| | ***Kit de démarrage pour les cultures protéagineuses*** |
| | ***1. Les États membres peuvent établir un programme de soutien spécifique à la diversification avec des cultures protéagineuses pour l'alimentation humaine et animale. Le kit de démarrage pour les cultures protéagineuses comprend un ensemble des mesures suivantes:*** |
| | ***(a) aide au démarrage de la production de cultures protéagineuses conformément à l'article 14;(b) soutien financier ciblé à la culture protéagineuse, y compris pour les actions agroenvironnementales et climatiques conformément à l'article 10, et une aide couplée au revenu pour les cultures protéagineuses conformément à l'article 11; (c) aide à la participation à des outils de gestion des risques pour protéger les agriculteurs contre la forte variabilité des rendements des cultures protéagineuses, conformément à l'article 12; (d) aide à l'investissement avec une intensité d'aide plus élevée pour la culture ou la transformation de cultures protéagineuses conformément à l'article 13; (e) possibilités de financement des investissements dans la transformation de cultures protéagineuses dans les exploitations ainsi que pour la création d'entreprises rurales dans le secteur des cultures protéagineuses au moyen des instruments financiers conformément à l'article 71 du règlement (UE) […] [PNR]; (f) accès à des services de conseil, à des programmes de formation et à des plateformes de partage*** |

***des connaissances adaptés aux besoins des producteurs de cultures protéagineuses, conformément à l'article 20;(g) interventions de coopération facilitant l'accès à la recherche et à l'innovation en matière de cultures protéagineuses, par l'intermédiaire des projets des groupes opérationnels du PEI-AGRI conformément à l'article 19 du présent règlement et à l'article 74 du règlement (UE) [...] [PNR].***

***2. Les États membres peuvent intégrer dans la conception des mesures visées au paragraphe 1 des liens et des synergies avec d'autres mesures énoncées dans leurs plans PNR, notamment les actions agroenvironnementales et climatiques, les investissements dans la création d'entreprises rurales ou l'aide au partage des connaissances en agriculture.***

***3. Afin de faciliter l'accès aux interventions visées au paragraphe 1, les États membres peuvent établir un point d'accès unique pour les nouveaux producteurs de cultures protéagineuses, qui peut notamment fournir des informations sur les possibilités et les procédures d'aide pour faciliter et réduire les risques lors des phases initiales de la production de cultures protéagineuses, y compris le dépôt de demandes de financement et la fourniture d'orientations.***

Or. en

**Amendement 3025**
**Benoit Cassart, Christine Singer, Barry Cowen, Jérémy Decerle, Ciaran Mullooly, Asger Christensen**

**Proposition de règlement**
**Article 16 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

***Article 16 bis***

***Stratégie en matière d'élevage***

***Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie en matière d'élevage, au niveau national ou, le cas échéant, régional pour tenir compte de la structure constitutionnelle et institutionnelle de l'État membre concerné, afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions ciblant les éleveurs au titre du présent règlement ainsi que des initiatives nationales visant à enrayer le déclin des cheptels, à rétablir la production animale et à la rendre plus résiliente.***

***La stratégie comprend:***

***a) une évaluation de la situation démographique actuelle dans le secteur de l'élevage;***

***b) le recensement des barrières à l'entrée pour les éleveurs ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter et enrayer le déclin des cheptels;***

***c) une description de la manière dont les initiatives et mesures nationales permettront d'accélérer le renouvellement des générations dans le secteur de l'élevage, de rétablir la production et de la rendre plus résiliente;***

Or. en

**Amendement 3026**
**Barry Cowen, Asger Christensen, Emma Wiesner, Michal Wiezik, Benoit Cassart, Elsi Katainen, Jérémy Decerle**

**Proposition de règlement**
**Article 16 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 16 ter*** |

***Stratégie de diversification des protéines***

***Les États membres établissent dans leur plan PNR une stratégie de diversification des protéines afin de renforcer l'efficacité et la cohérence des interventions en faveur de la diversification des protéines au titre du présent règlement, ainsi que des initiatives nationales. La stratégie comprend:***

***a) une évaluation de la situation actuelle en matière de diversification des protéines dans le secteur de l'alimentation animale et humaine, y compris les taux nationaux d'autosuffisance en cultures protéagineuses et les lacunes potentielles dans les chaînes de valeur de ces cultures, notamment au niveau des installations de transformation, de stockage et de distribution;(b) le recensement des barrières à l'entrée en matière de diversification des protéines dans l'exploitation pour les nouveaux agriculteurs et les agriculteurs existants, notamment en ce qui concerne les cultures protéagineuses, ainsi que des propositions d'initiatives et de mesures nationales pour les surmonter;(c) des synergies entre les mesures contribuant à la diversification des protéines prévues dans le plan PNR.***

Or. en

*Justification*

*La dépendance de l'UE vis-à-vis des protéagineux importés expose le secteur de l'alimentation animale et humaine à la volatilité de l'offre et affaiblit son autonomie stratégique. Une stratégie spécifique de diversification des protéines garantit que les États membres adoptent une approche cohérente basée sur des données scientifiquement validées pour combler les lacunes en matière d'autosuffisance et encourager la culture de protéagineux.*

**Amendement 3027**
**Carmen Crespo Díaz, Elena Nevado del Campo, Juan Ignacio Zoido Álvarez**

**Proposition de règlement**

**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres ***peuvent apporter une aide pour*** les services de remplacement sur l'exploitation***,*** ***permettant aux*** agriculteurs de ***prendre un congé*** maladie, ***un*** congé prénatal***, ou un*** congé pour s'occuper de leurs enfants ***et*** d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ***ou être présents*** à d'autres événements de la vie similaires, ainsi ***que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR***. | 1. Les États membres ***veillent à ce que*** les services de remplacement sur l'exploitation ***disposent de ressources suffisantes, conformément à ce qui est prévu dans leurs plans PNR, afin d'assurer une couverture adéquate et efficace des absences temporaires des*** agriculteurs ***et des membres de leur famille travaillant habituellement dans l'exploitation. Ces services devraient permettre d'assurer le remplacement en cas*** de maladie ***ou d'accident***, ***de*** congé prénatal, ***de*** congé pour s'occuper de leurs enfants ***ou*** d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ***annuelles, participer à des activités de formations et*** à d'autres événements de la vie similaires, ***contribuant*** ainsi ***à garantir des emplois de qualité, la continuité de l'activité agricole et un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée***. |

Or. es

**Amendement 3028**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE
**Cristina Guarda**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que | 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que |

| | |
|---|---|
| de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. | de participer à des formations ***et d'exercer des fonctions de gestion et d'employeurs dans le cadre du dialogue social, des organes de participation des travailleurs et des négociations collectives***, comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. en

**Amendement 3029**
**Arash Saeidi, Luke Ming Flanagan, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres ***peuvent apporter une aide pour les*** services de remplacement sur l'exploitation, ***permettant aux*** agriculteurs de prendre un congé maladie***, un*** congé ***prénatal, ou un*** congé pour ***s'occuper de leurs enfants et d'autres membres*** de la ***famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR***. | 1. Les États membres ***fournissent des*** services de remplacement sur l'exploitation, ***garantissant le droit effectif des*** agriculteurs de prendre***:*** |
| | ***a)*** un congé ***de*** maladie ***ou d'accident, y compris en cas de maladies professionnelles et d'épuisement professionnel*** |
| | ***b) en cas de*** congé ***maternité*** |
| | ***c) en cas de congé parental*** |
| | ***d) en cas de*** congé pour ***l'annonce*** de la ***survenue d'un handicap, d'une pathologie chronique nécessitant un apprentissage thérapeutique ou d'un cancer chez un enfant***. |

Or. fr

**Amendement 3030**

**Mireia Borrás Pabón**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que ***de*** participer à des formations, comme précisé dans leurs plans ***PNR***. | 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs ***et aux membres de leur famille travaillant sur l'exploitation*** de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que ***pour*** participer à des formations, comme précisé dans leurs plans ***de programmes nationaux pour la reprise***. |

Or. es

**Amendement 3031**
**Eric Sargiacomo, Claire Fita**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ***ainsi que*** de participer à des ***formations***, comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, de participer à des ***activités de formation, ainsi que de bénéficier d'un soutien psychologique fourni par des réseaux de solidarité et d'organisations reconnus***, comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. en

*Justification*

*Les agriculteurs sont de plus en plus confrontés à des niveaux élevés de stress, d'isolement, d'incertitude financière et de problèmes de santé mentale. L'accès à des services de soutien moral et psychologique constitue dès lors un élément essentiel du bien-être des agriculteurs et contribue à la résilience et à la durabilité à long terme du secteur agricole.*

**Amendement 3032**
**Maria Walsh**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres ***peuvent apporter*** une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres ***apportent*** une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, ***notamment pour des raisons de santé mentale,*** un congé prénatal***, un congé de de maternité ou de paternité***, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. en

**Amendement 3033**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Maria Noichl, Camilla Laureti**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, | 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, |

| | |
|---|---|
| permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. | permettant aux agriculteurs ***et aux membres de leur famille travaillant sur l'exploitation*** de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations ***et à des programmes d'éducation***, comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. en

**Amendement 3034**
**Gilles Pennelle, Marie Dauchy, Valérie Deloge**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs ***et aux membres de leur famille travaillant dans l'exploitation*** de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. fr

**Amendement 3035**
**Christine Singer, Ciaran Mullooly**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres ***peuvent apporter*** une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres ***apportent*** une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs ***et aux membres de leur famille travaillant sur l'exploitation*** de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. en

*Justification*

*Les services de remplacement sur l'exploitation sont essentiels pour assurer la continuité des travaux agricoles et pour mieux concilier l'activité agricole avec la maladie, la maternité, les responsabilités familiales, les congés, la formation et d'autres événements de la vie. Ils devraient donc bénéficier du soutien des États membres plutôt que de rester purement facultatifs. Le terme «agriculteur» est trop restrictif, car les membres de la famille qui travaillent sur l'exploitation font également partie de la main-d'œuvre, même si leur travail n'est pas rémunéré. Le fait de leur accorder aussi l'accès à ces services renforce leur position et contribue à garantir la disponibilité de main-d'œuvre au sein de l'exploitation.*

**Amendement 3036**
**Alexander Bernhuber**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs ***et aux membres de leur famille travaillant sur l'exploitation*** de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que |

| | |
|---|---|
| | de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. en

*Justification*

*Le terme «agriculteur» est trop restrictif. Tout membre de la famille travaillant sur l'exploitation contribue à la main-d'œuvre, même s'il n'est pas rémunéré à ce titre. Les services de remplacement sur l'exploitation peuvent donc également être mis à la disposition des membres de la famille, ce qui permet à la fois de renforcer leur position (par exemple, celle de l'épouse de l'agriculteur en période de grossesse) et de garantir la disponibilité continue de main-d'œuvre au sein de l'exploitation.*

**Amendement 3037**
**Sakis Arnaoutoglou**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ***pour se remettre de problèmes de santé mentale,*** ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. el

**Amendement 3038**
**Vilis Krištopans**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|

| | |
|---|---|
| 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. | 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs ***et aux membres de leur famille travaillant sur l'exploitation*** de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations, comme précisé dans leurs plans PNR. |

Or. en

**Amendement 3039**
**Paulo do Nascimento Cabral, Ana Miguel Pedro, Sérgio Humberto, Paulo Cunha, Sebastião Bugalho**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 1**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations***, comme précisé dans leurs plans PNR***. | 1. Les États membres peuvent apporter une aide pour les services de remplacement sur l'exploitation, permettant aux agriculteurs de prendre un congé maladie, un congé prénatal, ou un congé pour s'occuper de leurs enfants et d'autres membres de la famille, pour partir en vacances ou être présents à d'autres événements de la vie similaires, ainsi que de participer à des formations ***et à des activités d'échange de connaissances***. |

Or. pt

**Amendement 3040**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE
**Cristina Guarda, Ana Miranda Paz**

**Proposition de règlement**

**Article 17 – paragraphe 1 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***1 bis. Les services soutiennent également les travailleurs agricoles participant à des programmes de formation et d'éducation, l'exercice des fonctions de représentation syndicale et des travailleurs dans le cadre du dialogue social, des organes de participation des travailleurs et des négociations collectives, comme précisé de manière plus détaillée dans leurs plans PNR.*** |

Or. en

**Amendement 3041**
**Thomas Waitz**
au nom du groupe Verts/ALE
**Cristina Guarda**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Cette aide est limitée à la mise en place de services de remplacement sur l'exploitation et aux coûts salariaux des travailleurs remplaçant l'exploitant agricole pendant une période limitée. | 2. Cette aide est limitée à la mise en place de services de remplacement sur l'exploitation et aux coûts salariaux des travailleurs remplaçant l'exploitant agricole pendant une période limitée.<br>***Cette aide inclut également le maintien du paiement des salaires pendant les mesures de formation et d'éducation, ainsi que l'exercice des fonctions de représentation syndicale et des travailleurs, y compris la préparation, la participation, le suivi et la mise en œuvre des résultats du dialogue structuré, pendant une durée pouvant aller jusqu'à 10 % de leur temps de travail.*** |

Or. en

**Amendement 3042**
**Arash Saeidi, Luke Ming Flanagan, Sebastian Everding, Emma Fourreau**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. ***Cette aide est limitée à*** la mise en place de services de remplacement ***sur l'exploitation et aux*** coûts ***salariaux*** des travailleurs remplaçant l'exploitant agricole pendant une période limitée. | 2. ***Ce soutien doit couvrir*** la mise en place de services de remplacement ***et subventionner entièrement les*** coûts ***des salaires*** des travailleurs remplaçant l'exploitant agricole pendant une période limitée***, dont la durée ne peut être inférieure au minimum prévu par les dispositions nationales applicables aux situations concernées***. |

Or. fr

**Amendement 3043**
**Dario Nardella, André Franqueira Rodrigues, Cristina Maestre, Eric Sargiacomo, Stefano Bonaccini, Claire Fita, Marko Vešligaj, Elena Sancho Murillo, Maria Noichl, Camilla Laureti**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 2**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| 2. Cette aide est limitée à la mise en place de services de remplacement sur l'exploitation et aux coûts salariaux des travailleurs remplaçant l'exploitant agricole pendant une période limitée. | 2. Cette aide est limitée à la mise en place de services de remplacement sur l'exploitation et aux coûts salariaux des travailleurs remplaçant l'exploitant agricole ***ou les membres de sa famille travaillant sur l'exploitation*** pendant une période limitée. |

Or. en

**Amendement 3044**
**Herbert Dorfmann**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 2 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2 bis. Les services de remplacement temporaire fournis par l'intermédiaire d'organismes de remplacement agricole reconnus, de coopératives agricoles, de systèmes d'entraide ou de dispositifs comparables mis en place en vertu du droit national ne sont pas réputés créer une relation de travail entre l'agriculteur bénéficiaire et le travailleur suppléant.*** |
| | ***Les États membres peuvent mettre en place des dispositifs administratifs simplifiés pour ces services afin d'en faciliter l'accès aux petites exploitations et aux exploitations familiales.*** |

Or. en

**Amendement 3045**
**Herbert Dorfmann**

**Proposition de règlement**
**Article 17 – paragraphe 2 ter (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***2 ter. Dans les zones de montagne caractérisées par un système de production reposant sur des micro-entreprises, où l'esprit d'entraide entre les petits agriculteurs est très présent, l'aide visée au paragraphe 2 peut être affectée à titre préventif à la constitution d'un fonds de mutualisation entre agriculteurs, puis utilisée aux fins visées au paragraphe 1.*** |

Or. en

**Amendement 3046**
**Jérémy Decerle, Laurence Farreng, Stéphanie Yon-Courtin, Grégory Allione, Pascal Canfin**

**Proposition de règlement**

**Article 17 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
| --- | --- |
| | ***Article 17 bis*** |
| | ***Soutien aux projets territoriaux visant à promouvoir la souveraineté et la résilience agricoles*** |
| | ***1. Cette mesure consiste à financer une évaluation à l'échelle du territoire visant à recenser les projets agricoles prometteurs à soutenir ou à développer, en coordination, le cas échéant, avec d'autres acteurs économiques régionaux. Cette évaluation débouche sur une feuille de route pluriannuelle commune visant à identifier les projets stratégiques communs à un territoire, ainsi que les mesures d'adaptation correspondantes. Elle tient compte de la production, de l'organisation des infrastructures industrielles, des circuits de commercialisation, de la nécessité d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter, ainsi que de la stratégie visée à l'article 15. Ce système est cofinancé selon les taux fixés à l'article 35, paragraphe 4, du règlement (UE) 20XX/XXXX [règlement PNR].*** |
| | ***2. Pour les agriculteurs, la feuille de route visée au paragraphe 1 précise les dispositions existantes du présent règlement qui sont nécessaires à la réalisation des objectifs. Plus précisément, il est possible de recourir aux mesures de transition visées à l'article 10, aux investissements visés à l'article 13 et au kit de démarrage visé à l'article 14.*** |
| | ***3. Lors de la sélection des projets pouvant bénéficier d'un financement au titre du Fonds européen pour la compétitivité et du programme Horizon Europe, les États membres veillent à la cohérence avec les projets sectoriels définis dans les feuilles de route établies conformément au présent article.*** |

Or. en

**Amendement 3047**
**Paulo do Nascimento Cabral, Sérgio Humberto, Ana Miguel Pedro, Paulo Cunha, Sebastião Bugalho**

**Proposition de règlement**
**Article 17 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
|---|---|
| | ***Article 17 bis*** |
| | ***Initiatives de coopération territoriale et locale*** |
| | ***1. Les États membres peuvent établir et soutenir une coopération dans les domaines suivants:*** |
| | ***a) les projets des groupes opérationnels du PEI-AGRI visés à l'article 19, paragraphe 2 [PEI];*** |
| | ***b) les systèmes de qualité reconnus par l'Union ou par les États membres, ainsi que leur utilisation par les agriculteurs;*** |
| | ***c) le soutien aux groupements de producteurs, aux coopératives, aux organisations de producteurs ou aux organisations interprofessionnelles;*** |
| | ***d) la promotion et le soutien à la coopération intergénérationnelle, y compris à la transmission d'exploitations agricoles; e) le soutien à d'autres formes de coopération contribuant à la réalisation des objectifs spécifiques.*** |

Or. pt

**Amendement 3048**
**Carmen Crespo Díaz, Elena Nevado del Campo, Juan Ignacio Zoido Álvarez**

**Proposition de règlement**
**Article 17 bis (nouveau)**

| *Texte proposé par la Commission* | *Amendement* |
| --- | --- |
| | ***Article 17 bis*** |
| | ***Aide à la gestion de l'eau et à la résilience dans le domaine de l'eau*** |
| | ***Les États membres peuvent octroyer une aide visant à promouvoir l'accès sécurisé à l'eau, la modernisation et la numérisation de la gestion de l'eau ainsi que la résilience dans le domaine de l'eau des exploitations agricoles, et permettant aux agriculteurs une gestion intégrée de l'eau, notamment par la modernisation des systèmes d'irrigation lorsque cela est approprié. Ce soutien peut s'inscrire dans le cadre de l'objectif rural défini dans le règlement 2025/0240 (règlement relatif aux plans PNR).*** |
| | Or. es |